

# Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale

n° 9 - 2004

## Présentation

Cette brochure est l'édition en langue française de *quelques articles* de la revue *Marxismo Vivo - n° 9* publiée en espagnol et qui date de **septembre 2004**, voir [www.marxismalive.org](http://www.marxismalive.org). La "présentation" qui suit concerne toutefois l'édition complète en espagnol .

La couverture du numéro précédent du Marxisme Vivant était intitulée : ***L'Irak : un nouveau Vietnam pour les Etats-Unis ?*** Autrement dit : la principale puissance économique et militaire du monde sera-t-elle de nouveau mise en échec par les masses d'un pays du Tiers-Monde ?

Dans les mois qui se sont écoulés depuis la dernière édition de notre revue jusqu'à maintenant, cette possibilité n'est plus évoquée seulement par quelques-uns mais est aujourd'hui écrite dans les pages des principaux journaux du monde et vient même de la bouche de politiciens américains haut-placés.

L'idée même qu'il existe la possibilité que l'Irak se transforme en un nouveau Vietnam plonge les puissants de ce monde dans la panique et remplit de joie des millions de résistants anti-impérialistes.

Mais, au moment où nous publions cette nouvelle édition du Marxisme Vivant, nous sommes probablement non seulement devant cette possibilité, mais aussi devant un fait d'une importance historique : la défaite de l'impérialisme américain.

Le chef de l'Etat Major Conjoint des forces armées des Etats-Unis, le général Richard Myers, a déclaré devant le sénat américain : « *Il n'y pas moyen de vaincre militairement en Irak* ». Ce type de position explique les négociations vigoureuses du gouvernement américain qui essaie d'impliquer l'ONU et l'OTAN dans la guerre. Evidemment, le gouvernement américain n'a pas besoin de soutien militaire, mais de soutien politique. Celui-ci ne lui servira probablement pas pour gagner la guerre mais peut lui être utile pour atténuer les effets de la défaite.

Les centaines de soldats américains morts en Irak ne sont pas les seuls indices de la défaite. Ces indices se voient aussi dans d'autres pays : en Espagne, Aznar, le collaborateur direct de Bush, a été battu aux élections ; en Italie, le parti de Berlusconi, autre allié des Etats-Unis dans la guerre, n'a atteint que 22% aux récentes élections ; en Angleterre, le Parti Travailliste de Blair, le toutou fidèle de Bush, a encaissé une défaite spectaculaire aux élections municipales (il chute en troisième position) ; et, aux Etats-Unis même, les sondages électoraux indiquent que Bush sera très probablement battu aux prochaines élections présidentielles.

Toutefois, la victoire des masses irakiennes n'est pas garantie. Et ce pour une simple raison. Etant donné qu'ils ne sont pas encore parvenus à construire une direction révolutionnaire, tout est encore menacé. Par exemple, les journaux du monde entier ont souligné correctement le rôle du chef religieux chiite, Al Sadr, qui stimule la confrontation armée contre les forces d'occupation. Mais ce chef religieux, précisément parce qu'il n'est pas révolutionnaire, ne peut pas mener jusqu'au bout le combat contre l'impérialisme. Il a déjà fait une déclaration, reconnaissant le nouveau gouvernement intérimaire « irakien », qui n'est rien d'autre qu'une marionnette des forces d'occupation.

En accord avec ce que nous disions précédemment, ce numéro du Marxisme Vivant développe principalement deux sujets. D'une part, plusieurs questions relatives à l'Irak et, d'autre part, un sujet qui est lié à l'Irak mais aussi avec le reste du monde : **la construction de la direction révolutionnaire à partir des enseignements que nous a laissés le grand dirigeant de la révolution russe, Lénine**. En cette année 2004, cela fait 80 ans qu'il est mort. Beaucoup de peuples ont su apprendre de l'expérience de la révolution russe et de son plus grand dirigeant. Notre modeste intention est d'essayer d'aider pour qu'il en soit ainsi aussi en Irak.

---

<sup>1</sup> Karl Marx, *La bourgeoisie et la contre-révolution*, décembre 1848.

**Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale**

[www.litci.org](http://www.litci.org)

**2,00 €**

Editeur responsable et adresse de contact en Belgique: [lital.be@tiscali.be](mailto:lital.be@tiscali.be)

## La lutte de classes : Iraq

### L'islam, de la Porte Sublime à la porte de l'enfer. Sept siècles de lutte pour la libération nationale

**José Welmovicki**

Professeur de Sciences Sociales - Université de Campinas (Brésil)

**Cecilia Toledo**

Journaliste et membre du PSTU, la section brésilienne de la LIT-QI

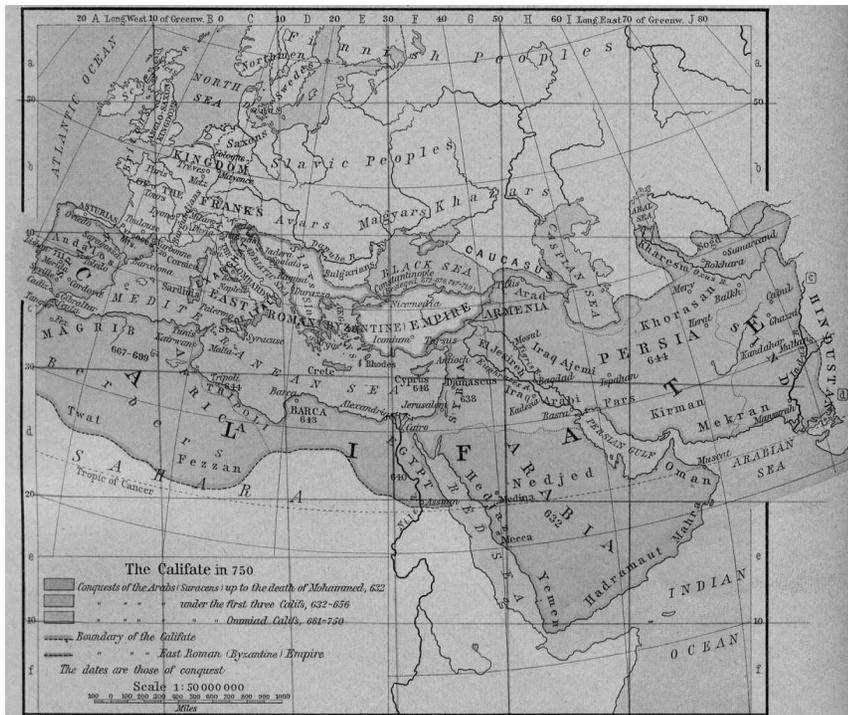
On entendait par *Porte Sublime*, la cour qui dominait le monde arabe à l'époque de l'Empire ottoman. Après la Première Guerre Mondiale, l'Islam passa sous la domination d'un autre Empire, beaucoup plus sanguinaire, l'Empire britannique. Aujourd'hui, il subit l'infâme impérialisme américain. Dans ces articles, nous faisons une rétrospective de certains des principaux événements qui ont marqué cette histoire troublée. Pour cela, nous utilisons deux sources de base : la revue *Courrier International* n°7 (août 1984), consacrée à la guerre Iran-Irak, et le n°19 de la même revue (mai 1986), consacrée à l'Islam, comprenant d'importants articles écrits par Gabriel Massa et Jan Poliansky, ainsi que le livre de Tariq Alí, *Bush à Babylone*, récemment paru au Brésil. Notre objectif est d'offrir aux lecteurs du Marxisme Vivant un panorama de l'Islam, en soulignant les moments les plus importants de son histoire, si riche et si complexe, dans le but de collaborer à une meilleure compréhension de ce qui se passe aujourd'hui en Irak.

Ce premier article aborde, de manière succincte, l'apparition de l'Islam, en tenant compte du fait que, depuis les débuts de la civilisation, le Moyen-Orient a joué un rôle important dans l'histoire de l'humanité.

\* \* \*

Pendant plus de deux millénaires, divers Empires ont essayé de dominer la région du Moyen-Orient, vitale pour le commerce et la production d'aliments. Se sont ainsi succédés les Egyptiens, les Assyriens, les Babyloniens, les Perses, les Grecs, les Romains et les Byzantins. Les Grecs et les Byzantins ont laissé d'importantes contributions culturelles, mais aucun de ces Empires n'est parvenu à imprégner de sa culture les peuples du Moyen-Orient, et moins encore à leur donner une unité politique qui survive à la domination impériale.

L'adjectif qualificatif *arabe*, qui identifie aujourd'hui plus de 180 millions de personnes depuis le Sahara Occidental jusqu'en Irak, ne se rapportait au début du VII<sup>ème</sup> siècle qu'à la population de la péninsule arabique. La limitation des ressources dans les bandes côtières faisait que les excédents de population, les tribus les plus faibles, étaient obligés d'émigrer vers le désert. Ces tribus expulsées se sont transformées en féroces Bédouins. La culture bédouine était essentiellement de subsistance, basée sur le pâturage des troupeaux et une agriculture minimale dans l'oasis, et complétée par la *razzia*, mot arabe qui se rapportait aux attaques d'autres tribus bédouines, des caravanes commerciales ou des villages de la campagne pour voler des vivres.



Le califat en 750

Au début du VII<sup>ème</sup> siècle, un commerçant prospère de la Mecque, principale ville de Hedjaz sur la côte occidentale de la péninsule arabique, appelé Mahomet, et reflétant les nécessités du secteur le plus dynamique de la classe commerciale qui s'était développée dans la région, commença un prêche politico-religieux qui l'amènera, en moins de vingt ans, à devenir le chef d'un Etat théocratique arabe unifié.

L'Islam développait son hégémonie au-delà des limites de la péninsule arabique. L'instrument religieux de cette expansion a été la *jihad*, la guerre sainte. La bourgeoisie commerciale grandissait. Les caravanes avançaient derrière les troupes conquérantes. L'impressionnant flux de richesses qui arrivaient au centre de l'Empire comme butin de guerre a permis l'enrichissement rapide des soldats islamiques et leur consolidation comme caste militaire, en laissant derrière eux leurs origines bédouines.

Cette caste bureaucratique-militaire s'est institutionnalisée avec la consolidation de l'Empire, l'avènement de la dynastie des *omeyas* au pouvoir et le transfert de la capitale à Damas. Bien que la forme de l'Etat fût semblable à celle de beaucoup de pays asiatiques, où une caste d'administrateurs décidait du destin du pays, la formation économique-sociale sous-jacente possédait des éléments capitalistes importants.

*Une bonne partie de la production artisanale des villes et de la production agricole était spécialisée par zones et destinée au marché, et les ateliers avec une main d'œuvre salariée n'étaient pas rares.* (Maxime Rodinson, *Islam y Capitalismo*). A la campagne, la petite propriété privée primait, en général entre les mains de *dhimis* (étrangers non assimilés à l'Islam) qui payaient des impôts à l'Etat. Les quelques grands propriétaires recevaient la plus grande partie du revenu en argent et non en espèces, étant plus semblables en cela à la bourgeoisie qu'aux propriétaires féodaux européens.

La civilisation arabe était essentiellement urbaine, axée sur le commerce, l'artisanat et un secteur financier grandissant. Malgré les interdictions coraniques relatives aux prêts et aux intérêts, un grand secteur de la bourgeoisie commerciale se consacrait aux activités financières et se mit à contrôler, en quelques années, les grandes villes, qui devenaient chaque fois plus autonomes.

A la campagne, les *dhimis* survivaient sans grandes difficultés économiques, mais dans les villes, les commerçants et les petits artisans souffraient de l'oppression et de la misère. C'est de ces classes urbaines que sortiraient la plupart des grands mouvements de protestation dans l'histoire de l'Islam.

Un aspect essentiel de l'Empire, qui se conservera dans le monde islamique, a été la tolérance vis-à-vis des communautés non-musulmanes. Bien que pendant les premières années, les peuples conquis étaient obligés d'adopter la foi musulmane, un héritage de la mentalité bédouine, par la suite, l'établissement d'un empire de commerçants et d'administrateurs a mené à la compréhension qu'il était plus avantageux de ne pas détruire les secteurs sociaux existants au sein des peuples conquis, mais de les intégrer à la société musulmane comme clients ou petits partenaires des grands commerçants, qui payaient des impôts à l'Etat en échange de protection. Cette politique atteignit son apogée pendant le règne de la dynastie des Abbassides, qui choisirent d'assimiler à l'Islam tous ceux qui le souhaiteraient, poussant au maximum l'intégration des cultures arabes et des peuples conquis. Cette tolérance s'est manifestée dans de grands exemples de coexistence, comme celle des musulmans, chrétiens et juifs en Espagne arabe (en contraste absolu avec l'Espagne chrétienne postérieure à la Reconquête), ainsi que dans l'intégration totale des juifs dans la société arabe pendant treize siècles, une chose que seuls l'impérialisme et le sionisme parviendront, non sans mal, à détruire.

### **La civilisation islamique**

Moins de deux siècles après Mahomet, la société islamique était arrivée à son apogée. Bagdad atteignit un million d'habitants et était la ville la plus riche et la plus peuplée du monde. Mais elle ne régnait pas seule. Dans tout l'Empire, des dizaines de villes avec plus de cent mille habitants fleurissaient.

Bagdad commerçait avec le monde entier, de la Chine à l'Espagne. Toutes les routes commerciales passaient par l'Empire arabe. L'or du Soudan voyageait vers l'Orient, d'où venaient la soie et les épices. Le trafic d'or et d'esclaves devint le pilier économique de l'Islam. Une navigation continue animait la Méditerranée, la Mer Rouge et le Golfe Indien. Les bateaux arabes faisaient escale dans tous les ports de l'Afrique Orientale et de l'Asie Méridionale. Ils arrivaient également jusqu'en Malaisie et en Chine. Le dinar, monnaie arabe d'or, était requis de toutes parts.

Cet essor du commerce et de la richesse n'était pas séparé du développement culturel, artistique et scientifique. Bien au contraire : avec l'assimilation des peuples conquis, la culture est arrivée à un niveau qu'elle n'avait jamais atteint, même pas à l'époque de splendeur de l'antiquité classique. Le développement de la navigation, des mathématiques, de l'astronomie et de la médecine sont quelques-uns de ces développements

qui serviront de base pour l'avance scientifique promue par la Renaissance européenne. L'art s'est épanoui à partir de l'héritage byzantin et persan et s'est manifesté essentiellement dans l'architecture et dans une production littéraire impressionnante. La langue arabe est devenue la langue dominante dans tout l'empire et on la parle aujourd'hui depuis le Maroc jusqu'en Iraq, ainsi que dans des pays islamiques non-arabes en Asie Centrale et du Sud ; elle a laissé pour toujours de nombreux mots dans le vocabulaire espagnol.

### **La décadence de l'Islam arabe**

Tandis que la richesse de l'Empire arrivait à son point le plus haut, les révoltes populaires urbaines, favorisées par les énormes différences sociales, ainsi que les soulèvements d'esclaves, se propageaient. D'autre part, l'avancement des navigateurs-commerçants européens dans la Méditerranée commença à miner une des principales sources de la richesse arabe. Tout cela a contribué à l'instabilité d'un Empire qui s'étendait sur plusieurs millions de kilomètres carrés. D'autre part, pour les commerçants, l'unité politique n'était pas nécessaire. L'unité culturelle, la langue commune et la facilité de déplacement au sein du monde islamique suffisaient.

En 773, l'Espagne obtenait déjà son indépendance, en assumant la dénomination de Califat de Cordoue. Trois siècles plus tard, l'autorité du califat de Bagdad hors des limites de l'Irak n'était plus que nominale, les anciennes provinces étant, de facto, des règnes indépendants.

### **l'Empire ottoman**

Au début du XIV<sup>ème</sup> siècle, le chef de guerre Osmán parvint à unifier, sous sa direction, plusieurs tribus turques (qui assumeront ensuite la dénomination d'Osmanlis ou Ottomans). Son fils Orjan conquiert la ville de Bursa, en Anatolia, et y installa la capitale. On assiste alors à une expansion en direction de l'Europe du sud-est, avec la destruction de l'Empire byzantin et l'appropriation de ses territoires. La conquête de Constantinople en 1453, qui s'appellera dorénavant Istanbul, marque la constitution de l'Empire ottoman. Istanbul sera le centre de l'expansion, d'une part en direction du centre de l'Europe, et d'autre part vers l'Islam arabe en décadence et en voie de désintégration.

Contrairement aux conquérants arabes, les Turcs ottomans sont arrivés au cœur de l'Europe, où ils ont trouvé entre autres, dans les territoires occupés, des structures de type féodal, imposées par les croisades occidentales à l'Empire byzantin affaibli. Bien que la propriété féodale ait été abolie - elle devint propriété du sultan - les Turcs ont profité des parcelles de terres

féodales, accordées comme concession aux *multezim*, de vieux seigneurs féodaux cooptés par le régime ottoman. Le régime ottoman s'appuyait non seulement sur les *multezim*, les militaires et divers secteurs bureaucratiques liés à l'appareil étatique, mais également sur l'organisation des *millets*, les communautés religieuses. Bien que les commerçants ne prédominent alors déjà plus, la tradition de tolérance n'avait pas été perdue, à tel point que des chrétiens et des juifs arrivaient aux plus hauts postes de l'Etat.

Au VIII<sup>ème</sup> siècle, l'aristocratie wisigoth espagnole avait déjà commencé sa résistance face aux envahisseurs arabes. Ce ne fut que trois siècles plus tard toutefois qu'ils passèrent à l'offensive, quand les secteurs commerciaux européens naissants ont commencé à se sentir suffisamment forts pour se disputer le contrôle du commerce méditerranéen avec la bourgeoisie arabe. Cela a été le fondement politique et économique des Croisades.

Pendant deux siècles, les croisés ont été mis en échec par les militaires turcs dans leur tentative de s'établir en Palestine. Ils ont néanmoins eu d'importantes victoires : non seulement la perte, pour l'Islam, de Crète, de Rhodes et de Chypre, et par conséquent du contrôle d'une bonne partie du commerce maritime, mais aussi l'établissement de secteurs de propriété féodale tant au Liban que dans la partie européenne de l'Empire byzantin. La fin de la Reconquête espagnole, en 1492, et la conquête postérieure de plusieurs zones dans le nord de l'Afrique par les rois catholiques, ont fini par refouler la navigation arabe de la Méditerranée.

La bourgeoisie commerciale portugaise, avec un plus grand développement des techniques de navigation que la bourgeoisie arabe, est parvenue aux côtes occidentales africaines et, après avoir franchi le cap de Bonne Espérance et atteint les côtes orientales, l'Océan Indien et l'Extrême-Orient, elle obtenait ainsi le contrôle tant du trafic d'or et d'esclaves de l'Afrique sub-saharienne que celui des épices de l'Est, de même que le commerce avec l'Inde. Après quelques années, les marins arabes récupérèrent une partie du commerce dans l'océan indien, mais ce ne seront ni eux ni les Portugais qui domineront finalement cette activité. Un siècle plus tard, les marins néerlandais s'y établiront définitivement.

Le monde arabe avait survécu aux divisions politiques et aux invasions nomades. Toutefois, l'avance de l'impérialisme européen a définitivement coupé ses principales routes commerciales, en réduisant ses possibilités de transit aux caravanes du désert, comme c'était le cas dix siècles avant l'irruption de l'Islam. Le sort de l'Islam était jeté.

## **Les nouveaux croisés. L'Islam dans les griffes de l'impérialisme britannique et nord-américain.**

La perte du contrôle du commerce dans l'Océan Indien a été le début de la fin de l'Empire ottoman au Moyen-Orient. Malgré plusieurs tentatives, pendant le XVIII<sup>ème</sup> siècle, de créer une nouvelle classe bourgeoise, consacrée à la production industrielle, l'Etat osmanli a essentiellement continué à être parasite, incapable de faire face à la puissante bourgeoisie européenne en expansion.

A la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, les impérialismes européens sont en condition de prétendre un peu plus que le seul contrôle des routes commerciales ottomanes.

Le Tsar de toutes les Russies, Nicolas I, appelait l'Empire ottoman *l'homme malade de l'Europe*. Depuis la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, cette maladie agaçait les pays européens : il s'agissait de la "Question de l'Orient", à savoir, le problème de la répartition des immenses possessions de la Porte Sublime. L'histoire du XIX<sup>ème</sup> siècle a été profondément imprégnée par elle.

Les impérialismes européens ont commencé à résoudre rapidement la "Question de l'Orient". Après l'expédition manquée de Napoléon en Egypte, la France occupe l'Algérie, établit des "protectorats" sur la Tunisie et le Maroc, et obtient des droits spéciaux en Syrie et au Liban. D'autre part, la montée des Anglais est fulminante : ils commencent par Malte (1815), ensuite ils "protègent" la côte et l'ensemble des émirats du Golfe Persique des pirates (1820), on les attribue Aden et Oman (1839), ils prennent Chypre (1878), ils achètent la compagnie du Canal de Suez (1875), ils s'emparent de l'Egypte (1882) - après avoir écrasé la rébellion d'Arabi Paxá - et du Soudan (1898). En même temps, ils prennent possession des protectorats de la côte sud de l'Arabie (de 1886 jusqu'à 1914). D'autres impérialismes plus faibles, comme l'Allemagne, la Russie, l'Italie et l'Espagne, vont se servir aussi du territoire ottoman.

L'empire ottoman ne s'est nullement efforcé d'altérer la structure sociale du monde arabe. Il s'est contenté de parasiter sur cette structure, en disposant de la collaboration d'importants secteurs des vieilles classes dominantes, maintenant en décadence et transformées en clients de la Porte Sublime ou se soumettant à ses adversaires. Comme explique Tariq Ali, "le calife-sultan n'a pas insisté sur le contrôle total ni sur l'obéissance, pourvu que les impôts soient payés au trésor d'Istanbul" (Bush à Babylone).

La bourgeoisie occidentale avait un autre concept de l'impérialisme. Elle essayait d'incorporer les pays "retardés" au marché mondial, en exploitant toutes leurs ressources. Cela s'est manifesté depuis l'imposition de la monoculture du coton à l'Egypte - qui avait été autosuffisant en alimentation pendant des milliers d'années - jusqu'à l'expropriation des fellahs (paysans) algériens et l'appropriation du pétrole arabe et iranien.

En même temps que la pénétration impérialiste détruisait l'ancienne classe dominante, elle créait un nouveau secteur privilégié, lié au destin de ses maîtres. Dans la péninsule arabe, l'impérialisme nord-américain favorisait la tribu bédouine des Saoudiens contre la famille traditionnelle de grands commerçants des Hachémites (gardiens de la Mecque et, selon la tradition, descendants de Mahomet). Dans les territoires des Saoudiens il y avait de grands puits pétroliers. En Iran, face à l'existence d'une bourgeoisie commerciale (du bazar) relativement forte, l'impérialisme britannique, et par après l'américain, ont préféré favoriser la formation d'un nouveau secteur lié à l'appareil étatique et militaire, autour de la figure du Sha Pahlevi. Il est toujours plus facile de négocier avec une nouvelle classe sociale, dont la source essentielle de ressources passe par sa relation avec l'impérialisme, qu'avec une classe sociale consolidée, qui peut montrer de temps en temps un certain signe d'indépendance.

### **Le nationalisme lié à l'Occident**

La discussion sur la "Question de l'Orient", dans les gouvernements occidentaux, visait la partition des possessions de l'empire ottoman, et coïncidait avec un sentiment nationaliste croissant au sein du peuple arabe. L'Etat ottoman était essentiellement parasitaire et ne permettait aucun développement économique important. Comme réaction à cela, beaucoup de secteurs arabes ont commencé à penser à la nécessité de rompre avec la domination ottomane et de chercher un développement indépendant.

A l'origine, la puissante bourgeoisie arabe en expansion avait été internationaliste. Maintenant, en recul depuis des siècles, affaiblie et sans sa source de bénéfices, elle devenait à nouveau nationaliste, mais pour défendre le peu qui lui restait.

Dans beaucoup de pays coloniaux ou semi-coloniaux, certains secteurs des classes dominantes ont pris comme référence le puissant capitalisme européen, en particulier le britannique, pour développer leurs sociétés. L'exemple le plus frappant de cette tendance dans le monde arabe a été le cas de Mohamed Ali, un albanais qui avait été nommé vice-roi d'Egypte par le sultan ottoman en 1805. En essayant d'obtenir l'indépendance de l'Egypte

par rapport à Istanbul, Ali a cherché la technologie et les capitaux occidentaux, les subordonnant toutefois aux besoins du pays. Il a créé un grand secteur industriel étatique, il a changé le régime de la terre et il a introduit la culture du coton, en maintenant la production de céréales. Le régime qu'Ali a imposé peut se ressembler à celui qui a caractérisé l'ensemble du monde islamique pendant des siècles, mais il s'agissait en fait de quelque chose totalement nouveau. Le régime d'Ali cherchait le compromis entre la bourgeoisie impérialiste européenne en expansion et les classes locales. C'est ce que Trotski définirait, un siècle plus tard, comme bonapartisme sui generis.

En 1831, avec le soutien de la France qui y voyait une occasion pour l'expansion de son influence dans la région, Ali a fondé un Etat syrio-égyptien indépendant. Toutefois, la dynamique du régime menaçait de provoquer le démembrement rapide de l'empire ottoman, à un moment où les puissances occidentales n'étaient pas encore préparées pour s'en emparer complètement. Ainsi, avant d'accomplir dix années d'indépendance, les troupes du sultan, soutenues par les anglaises et les françaises, ont vaincu l'armée égyptienne et ont forcé Ali à retourner à son ancien poste de vice-roi, l'Egypte et la Syrie retournant dans l'orbite de l'Empire.

Dans cette étape commence la pénétration la plus importante des capitaux impérialistes en Egypte ; son industrie étatique est détruite et ses capitaux nationaux sont rejetés vers la campagne, obligés à s'occuper de la monoculture du coton, ce qui mène à ce que l'Egypte cesse d'être autosuffisante en alimentation. Ces capitaux impérialistes contrôlent les principaux investissements - entre eux la construction du Canal de Suez - et imposent l'endettement, l'appauvrissement et la dépendance du pays par rapport à l'impérialisme européen, qui en découlent.

Apparaissent alors les premiers mouvements nationalistes, qui proposent la rupture tant avec Istanbul qu'avec Londres. En 1882 éclate en Egypte la rébellion des Urabi, qui exigeaient un régime constitutionnel et la rupture avec la Grande-Bretagne. La défaite se produit grâce à l'intervention directe de la flotte et des troupes anglaises. Dix ans plus tard se fonde le Parti Nationaliste avec des propositions semblables à celles du mouvement urabi.

Ces mouvements nationalistes anti-impérialistes comptaient parmi leurs bases un nombre important de paysans et d'artisans des villes, mais leur direction continuait à être bourgeoise. Il s'agissait de secteurs ruinés de la bourgeoisie ou menacés par l'avidité impérialiste.

L'Iran, indépendant de la couronne ottomane, cherchait aussi un rapprochement avec l'Europe pour se moderniser. Les résultats de sa

"modernisation" n'ont pas été moins néfastes pour la société iranienne que dans le cas de l'Egypte. Mais en Iran, il y avait une forte bourgeoisie marchande - la bourgeoisie du bazar - qui ne cherchait pas la "modernisation". Avec elle, il y avait les ecclésiastiques chiites, les ulémas et les ayatollahs, propriétaires de grandes extensions de terres et liés au bazar.

En 1891 a eu lieu la première insurrection anti-impérialiste en Iran, dirigée par les ecclésiastiques et soutenue par les commerçants du bazar et les classes populaires. Il y en aura plusieurs autres au long du XX<sup>ème</sup> siècle, qui aboutiront dans la révolution de 1979.

## **La Première Guerre Mondiale**

La première grande guerre de rapine impérialiste au niveau mondial, entre 1914 et 1918, a donné lieu à un changement de la carte politique du Moyen-Orient. L'impérialisme voulait se repartir les restes de l'Empire ottoman, voué à la défaite sans aucun doute, tandis que la bourgeoisie arabe voulait conquérir l'indépendance.

Pour obtenir le soutien arabe à leur lutte contre les Turcs, les gouvernements impérialistes déclarent en novembre 1918 que l'objectif la France et de la Grande-Bretagne, en continuant la guerre déchaînée par l'ambition de l'Allemagne, était l'émancipation complète et définitive des peuples opprimés par les Turcs, ainsi que l'établissement de gouvernements et administrations nationales, dont l'autorité dérive de l'initiative et de la libre élection des peuples indigènes (...) (déclaration anglo-française de 1918).

Les puissances européennes, alors qu'elles gagnent avec cette promesse des secteurs nationalistes arabes pour leur lutte contre le pouvoir ottoman, décident en secret la répartition de l'empire ; et ils concèdent même un "Foyer National Juif" sur des terres de la Palestine, par la déclaration de Balfour de 1917. Le résultat est que, à la fin de la guerre, les peuples arabes sont libérés de l'Empire ottoman, mais tombent sous le pouvoir britannique et français.

Les victoires et les défaites de la I<sup>ère</sup> Guerre Mondiale ont été le point final d'un empire et le point de départ d'un autre. Alors que les soldats ottomans allaient vers l'Ouest, leurs substituts britanniques et français allaient vers l'Est.

## **L'empire britannique**

La domination de l'empire britannique a été un des processus les plus longs et les plus difficiles de l'histoire du Moyen-Orient. La Porte Sublime a été remplacée par la porte de l'enfer. Selon Tariq Ali, la définition de

l'empire britannique a été résumée à la perfection dans une phrase publiée dans le document par lequel a été constitué le comité de défense impériale en 1904 : "l'empire britannique est, d'abord, une grande puissance navale, indienne et coloniale" (Bush à Babylone). L'expression "puissance indienne" se référerait au soutien humain avec lequel l'Inde a approvisionné les Anglais pour que ceux-ci puissent exercer leur hégémonie coloniale ; les soldats indiens ont été utilisés dans les deux guerres mondiales, ainsi que dans la colonisation du monde arabe pendant la période entre les guerres. La Force d'Expédition, qui a pris les trois provinces ottomanes (Bagdad, Bassorah et Mossoul) qui allaient former les frontières de l'Etat de l'Iraq à la fin de la 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale, était composée de soldats indiens. En 1917, les soldats indiens ont aidé les britanniques à prendre Jérusalem et Bagdad.

La tactique de l'impérialisme britannique était de diviser pour régner, en se maintenant le plus loin possible des champs de bataille, en utilisant les soldats indiens et en nourrissant des conflits internes. Tariq Ali rappelle que l'accord anglo-français (Sykes-Picot) de répartition du butin de guerre a mené à la division de l'Orient arabe et à la création de nouveaux Etats et de nouvelles frontières qui ont renforcé les courants nationalistes embryonnaires déjà existants. Les clans hashémites et saoudiens ont été convertis, par les Britanniques, en digue de retenue contre le nationalisme et les idées syndicalistes et socialistes qui venaient de l'Europe.

Conçu par l'empire britannique, l'Iraq a été depuis sa naissance un Etat colonial. Dans son livre, Tariq Ali montre comment cela a déterminé ses structures et le caractère de sa bourgeoisie, totalement dépendante des ordres et des faveurs britanniques. Mais le peuple de l'Iraq a résisté depuis le début aux nouveaux maîtres coloniaux. Sur cela, Tariq Ali divulgue une statistique intéressante, extraite du livre de Richard Gott, *Our Empire Story* (encore non publié), qui décrit schématiquement l'histoire de l'empire britannique : "dans chaque jour d'existence de cet empire, il y a eu un acte correspondant de rébellion des sujets contre la domination. C'est un élément dont doivent tenir compte les fidèles du nouvel empire, par rapport à comment est en train de se développer la situation en Iraq et par rapport à l'augmentation des morts dans la force d'occupation nord-américaine" (Bush à Babylone).

Le lieutenant-colonel Lawrence, le légendaire Lawrence d'Arabie, artisan de la campagne britannique contre les Turcs, a écrit un article à la demande du *Sunday Times*, pour donner à l'opinion publique de son pays une vision de ce qui s'est passé en Mésopotamie, aujourd'hui l'Iraq, pendant l'occupation britannique après la guerre. Cela a été publié le 23 août 1920. Nous reproduisons ici quelques passages qui rappellent fort l'occupation actuelle

de l'Iraq par les Américains et les Britanniques : "En Mésopotamie, ils ont mené le peuple de l'Angleterre à un piège dont il sera difficile d'échapper avec dignité et honneur. Ils l'ont séduit avec des mensonges, par une constante retenue d'information. Les communiqués émis depuis Bagdad ont du retard et sont mensongers et incomplets. Les choses ont été bien pires que ce qu'ils nous ont dit, et notre gouvernement y est bien plus sanguinaire et inefficace que ce que le peuple sait. C'est un malheur pour notre histoire impériale. Maintenant la blessure peut être tellement infectée qu'il n'est déjà plus possible de lui appliquer un remède commun. (...). Nous avons dit que nous allions en Mésopotamie pour vaincre les Turcs. Nous avons dit que nous sommes là pour libérer les Arabes de l'oppression du gouvernement turc, et pour que les ressources de grain et de pétrole de la région deviennent disponibles au monde. A ces objectifs, nous avons consacré un million d'hommes et presque 1.000 millions de livres. Cette année nous destinons 92 mille hommes et 50 millions de livres pour la même fin. Notre gouvernement est pire que le vieux système turc. Ce régime maintenait une force de 14 mille réservistes locaux et tuait en moyenne 2 mille arabes par an pour maintenir la paix. Nous avons 90 mille hommes, avec des avions, des véhicules blindés, des tanks, des vedettes avec artillerie et des trains blindés. Nous avons tué quelque 10 mille rebelles arabes cet été. Nous ne pouvons pas y penser, de maintenir cette moyenne : c'est un pays pauvre, faiblement peuplé, mais Abd el Hamid (sultan qui a régi la Turquie entre 1909 et 1910) applaudirait s'il voyait ce que nous faisons. On nous a dit que la rébellion avait des motifs politiques, mais on ne nous a pas dit ce que veut le peuple. Il se peut que ce soit ce que le ministère lui a promis. (...) Il y a 4 semaines, l'état major en Mésopotamie a écrit un mémorandum en demandant quatre divisions de plus. Je crois qu'il était dirigé au Ministère de la Guerre, qui a transféré maintenant trois brigades venues de l'Inde. S'il n'est déjà plus possible d'emmener d'autres hommes de la frontière nord-ouest, d'où viendra l'équilibre? Entre-temps, nos malheureux soldats, indiens et britanniques, font des travaux de police dans une zone immense, dans des conditions climatologiques et d'alimentation néfastes, en payant quotidiennement un haut prix en vies par la politique délibérément erronée de l'administration civile à Bagdad (...) Le gouvernement à Bagdad c'est mis à pendre des Arabes dans cette ville pour des infractions politiques, appelées rébellion. Les Arabes ne sont pas en guerre avec nous. Avec ces exécutions illégales, on cherche à provoquer les Arabes pour qu'ils pratiquent des représailles contre les 300 Britanniques qu'ils maintiennent prisonniers ? (...) Nous avons dit que notre intention en Mésopotamie est de promouvoir son

développement au bénéfice du monde. Tous les experts affirment que l'offre de main d'œuvre est le facteur dominant pour son développement. Dans quelle mesure, le massacre de 10 mille personnes des villages et des villes affectera la production de blé, de coton et de pétrole? Pour combien de temps encore permettrons-nous que des millions de livres, des centaines de soldats impériaux et des milliers d'arabes soient sacrifiés par une administration coloniale qui ne peut profiter à personne outre à soi-même ?"

### **Maîtres chanteur et opportunistes**

La désintégration de l'Empire Ottoman et l'arrivée des nouveaux maîtres anglais ont fait que plusieurs groupes secrets d'oligarques s'ouvrent, se mettent à se battre pour le pouvoir et se disputent les faveurs et les miettes laissées par les Britanniques. Les clans arabes avaient rarement besoin d'aide quand c'était le moment de changer de côté. Dans une de ces ailes opportunistes se trouvaient les Hashemites, qui avaient été totalement loyaux aux Britanniques et ont reçu leur récompense pour cela. Abdulah devenait roi de la Jordanie et Faissal assumait le trône en Iraq. Mais comme la monarchie - ainsi que tout dans le pays d'ailleurs - avait été imposée du haut vers le bas, elle a vu sa légitimité mise en question de tous bords dès le début. Faissal savait que, dans leur majorité, les anciens officiers et bureaucrates ottomans qui l'entouraient n'étaient pas dignes de confiance ; pour ne pas perdre le trône, il s'est approché de plus en plus aux Britanniques. *Je suis un instrument de la politique britannique*, a-t-il déclaré un jour.

Lors du décès de Faissal en 1933, son fils Gazi, qui était hostile aux Britanniques, assume le trône ; il a trouvé la mort dans un "accident" de voiture. Tariq Alí résume la situation de la façon suivante : "Les trois premières décennies du régime monarchique impérial ont été une catastrophe sans atténuants pour le peuple local. Le coût de l'imposition du régime colonial et d'une monarchie venue du dehors a été élevé : l'utilisation d'armes chimiques et de la puissance de frappe aérienne a provoqué 98.000 morts. En outre, la répression politique sévissait à l'intérieur, symbolisée par les pendaisons en public : un de ceux qui a été traité de cette façon était le dirigeant communiste Fahd".

"En 1941 a lieu le coup d'Etat des "Quatre Colonels", qui instaure un gouvernement nationaliste populaire en Iraq. Après un mois de guerre, les Britanniques parviennent à occuper de nouveau le pays. Les nationalistes refusent de collaborer avec les occupants, alors que les communistes, en suivant la ligne imposée par Moscou, abandonnent toute opposition

effective. Même pendant les années de la guerre et après, le bouillon de culture iraquien reste en effervescence. L'élite pro-britannique n'a jamais compris pleinement l'envergure de son propre isolement".

### **La résistance**

Les Kurdes ont bien reçu les Britanniques, sûrs de conquérir ainsi l'autonomie. Mais quand ils ont vu qu'elle n'arrivait pas, ils ont commencé à se mobiliser. En 1914, les Anglais font savoir aux Iraquiens qu'ils arrivaient comme "libérateurs", et non comme colonisateurs. Peu de gens les ont cru et il y a eu un soutien populaire énorme aux *fatwas*, qui exigeaient la guerre sainte contre l'occupation des infidèles. Dans leur majorité, les chefs sunnites traditionnels qui avaient travaillé en étroite collaboration avec les Ottomans se sont aussi sentis marginalisés par les Britanniques et se sont mis à stimuler l'unité entre sunnites et chiite pour combattre l'ennemi commun. La population arabe souffrait dans son ensemble des nouvelles structures de domination. La faible imposition de la propriété privée de la terre à la fin de la période ottomane a été transformée en un système cruel : "les propriétaires ont été privilégiés et ont été utilisés de cette manière comme policiers du nouvel ordre. L'institutionnalisation des propriétés particulières a affaibli la structure tribale traditionnelle et a créé, dans les régions où cela est arrivé, une classe de paysans sans terre. Dans les villes, l'invasion du capital étranger et son acceptation par les chefs d'entreprise locaux a produit une nouvelle division de classe et, ce qui était plus dangereux encore pour les autorités impériales, a nourri le surgissement d'un nationalisme radical et a mené à la formation d'un Parti Communiste qui est ensuite devenu le plus influent de l'Orient arabe".

En 1948 a éclaté une rébellion estudiantine. Il s'agissait des premières manifestations de protestation contre le traité de Portsmouth, qui consolidait l'occupation coloniale britannique. Les étudiants ont été brutalement réprimés, plusieurs ont été assassinés, mais le lendemain toutes les facultés et écoles ont commencé la grève et ont obtenu la libération des prisonniers. Le Parti Communiste appelle les travailleurs ferroviaires et les pauvres des villes à s'unir aux étudiants et une manifestation énorme est convoquée pour le 20 janvier 1948. La police a reçu l'ordre d'ouvrir le feu et plusieurs manifestants ont été assassinés. La conséquence a été un soulèvement de masses sans précédent, des multitudes occupant les villes. Le mouvement a été connu comme al-watbah (le saut), en allusion au saut de la conscience des masses qui s'était produit dans les 48 heures précédentes.

## **L'irruption du sionisme et le début de la Résistance palestinienne**

A partir de 1948, l'histoire du Moyen-Orient est marquée pour toujours par la présence du sionisme. Pendant des siècles, l'établissement de juifs en Palestine avait été fondamentalement pour des questions religieuses et sans provoquer de conflits sérieux, étant donnée la tolérance musulmane traditionnelle.

Pour Nathan Weinstock, la base essentielle du sionisme est la misère des masses juives en Europe centrale et orientale. Fondamentalement, ce mouvement est le produit de la conjonction, dans le XIX<sup>ème</sup> siècle, de la décomposition de la structure féodale de l'empire tsariste et austro-hongrois et de la phase décadente du capitalisme. Le premier phénomène avait miné les bases socio-économiques de la vie juive en Europe orientale, le second avait bloqué le processus d'assimilation. (Le sionisme contre Israël, CI, p.23).

La solution pour ce dilemme, proposée par les grands bourgeois juifs comme les barons Hirsch et Rotschild, a été de les utiliser comme chair à canon pour leur entreprise coloniale. Ainsi on faisait d'une pierre deux coups. Le sionisme a commencé à concentrer une communauté juive de plus en plus puissante en Palestine. Les sionistes attaquaient de manière de plus en plus violente les Palestiniens, pour s'approprier leurs terres.

Toutefois, malgré les déclarations et attitudes pro-impérialistes permanentes des dirigeants sionistes, l'impérialisme britannique n'a jamais été totalement de leur côté. Pendant qu'il faisait des concessions aux sionistes, il favorisait les bourgeois arabes amis : il a créé la puissante armée jordanienne appelée la Légion Arabe, sous le commandement du général anglais John B. Glubb (Glubb Pasha), et en 1945 a été fondée la Ligue des Etats Arabes.

Pour l'impérialisme anglais, l'enclave sioniste avait pour but de faire pression sur les gouvernements arabes, les incitant à mener une politique de "collaboration" avec l'empire. Il y a eu quelques chocs entre les sionistes et les autorités britanniques, qui ont tardé à reconnaître l'enclave comme nation. Ce qu'on appelle le Foyer National Juif n'était nullement le seul ni le principal atout dans les cartes de la diplomatie britannique.

En Palestine, la première résistance contre le sionisme était dirigée par les familles traditionnelles, en général de grands commerçants. On trouve un bel exemple de cela dans le livre auto-biographique d'Edward Said, où il raconte comment sa propre famille, de commerçants riches, aidait les palestiniens expulsés de leurs terres (*Fora do lugar, Memórias de E. Said, Companhia das Letras, 2004*). Entre-temps, aucun de ces secteurs n'était pour une

rupture à fond avec l'impérialisme. Alors que Nashashibi, chef d'une des familles palestiniennes les plus traditionnelles, disait dans le VI<sup>ème</sup> Congrès palestinien, que la collaboration avec les Britanniques était compatible avec le nationalisme arabe palestinien, Amim al-Huseini, chef d'une autre grande famille, professait sa fidélité au roi de Hedjaz, Hussein, qui avait déjà capitulé totalement aux Anglais.

Les luttes entre les clans et leur collaboration directe (Nashashibi) ou indirecte (al-Huseini et les Hashemites) avec l'impérialisme britannique sabotaient les possibilités de succès de la lutte du peuple palestinien contre les envahisseurs sionistes.

La première insurrection anti-sioniste a eu lieu en 1929. En 1936, une grève générale paralyse le pays. La grève dure plus de 170 jours, accompagnée d'une vague de désobéissance civile, d'actions de guérilla et de soulèvements paysans. Mais l'appel commun par l'Arabie Saoudite, l'Iraq et la Transjordanie à lever la grève et à "avoir confiance dans les bonnes intentions de notre Grande-Bretagne amie" a été pris en considération par le Haut Comité Arabe (présidé par al-Husseini). L'échec des négociations avec la Grande-Bretagne relance le mouvement, à partir de ce moment dominé par son caractère populaire, insurrectionnel, anti-féodal et anti-anglais. La répression sera encore plus terrible parce que les groupes sionistes et une partie des grandes familles palestiniennes, en particulier les Nashashibi, y participent. Il y a plusieurs centaines de morts et de déportés. Les forces vives de la résistance palestinienne sont écrasées. Pendant vingt ans elles ne resurgiront pas et seront réduites à un rôle mineur. Amin al-Husseini, qui avait maintenu une attitude anti-anglaise, trouvera refuge dans l'Allemagne hitlérienne, contribuant ainsi à discréditer son peuple.

La création d'Israël en 1948 a été décidée comme un élément des accords entre les Etats-Unis, l'Angleterre et l'URSS après la II<sup>de</sup> Guerre Mondiale. C'était encore une division territoriale, qui provoquera de nouveaux conflits et qui mènera à que les gouvernements dépendent de plus en plus de l'"aide" économique et militaire des puissances. Les dirigeants sionistes étaient des serviteurs déclarés de l'impérialisme. Staline comptait avec l'alliance contre-révolutionnaire établie avec Washington à Yalta et Potsdan et il soutenait que les éléments "socialistes" du sionisme serviraient comme point d'appui contre les rois et sultans arabes.

Dans le monde arabe, la réaction a été immédiate. Les armées de plusieurs pays arabes ont attaqué Israël au lendemain de sa création. Mais ils ont été mis en échec. Le royaume de Jordanie, en accord avec les sionistes, occupe une partie du territoire palestinien, selon la division faite par les

Nations Unies. Les Palestiniens sont logés dans des campements précaires de réfugiés à Gaza et en Cisjordanie, ou dispersés dans une infinité de pays arabes. Mais plus d'un million d'entre eux restent en territoire jordanien.

### **Le nationalisme arabe**

La défaite des peuples islamiques lors de la fondation d'Israël a un effet surprenant au sein des pays arabes. Comme réaction contre Israël et contre la défaite humiliante des armées arabes en 1948, apparaît un fort courant nationaliste entre des secteurs bourgeois, de classe moyenne et d'officiers et plébéiens. La crise des vieux régimes qui acceptent encore avec soumission la présence de troupes anglaises et françaises sur leur territoire, aide aussi. Pendant la décennie des années 50, ce courant arrive au pouvoir en Egypte, en Syrie et en Iraq. Dans la plupart des cas, c'est au moyen de coups d'Etat et sur les épaules des officiers nationalistes qui ont fait leur école dans la défaite de 1948.

Le colonel Gamal Abdel Nasser a été l'inspirateur du coup d'Etat de 1952 en Egypte, qui met fin à la monarchie, expulse les troupes anglaises et commence la réforme agraire ainsi qu'un processus d'industrialisation. Il s'appuie sur l'armée et sur des organisations syndicales créées et contrôlées par des jeunes. Il cherche le soutien des Etats-Unis pour la "modernisation" de l'Egypte.

En 1956, Nasser décide de nationaliser le canal de Suez, jusqu'alors administré par les Anglais. Il veut utiliser les fonds du péage pour financer la construction d'un barrage en Assouan, nécessaire au projet d'industrialisation. Mais la nationalisation du canal de Suez est un coup dur pour les impérialismes européens. L'Angleterre, la France et Israël envahissent l'Egypte pour récupérer le contrôle du canal stratégique. Les Etats-Unis, le nouveau maître du monde, et l'URSS, soutiennent l'Egypte et forcent la sortie des troupes d'occupation. La défaite mène à ce que l'Angleterre et la France perdent presque toute leur influence au Moyen-Orient.

La nationalisation du canal de Suez et la défaite des puissances européennes et d'Israël ont produit une énorme vague d'enthousiasme nationaliste et anti-impérialiste partout dans le monde islamique. En Iraq, l'élite des maîtres chanteur qui a été installée au pouvoir, met en pratique une répression à grande échelle, soutenue par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Apparaît alors l'Accord de Bagdad, un nouveau système de sécurité formé par la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Iran, l'Iraq et le Pakistan, dont l'objectif est de mettre sur pied un réseau de bases militaires pour protéger le pétrole et réprimer la population, et surtout de persécuter

l'ennemi communiste. Les Etats-Unis ont cru plus prudent de rester hors de l'Accord de Bagdad, pour surveiller ses actes de près. L'Accord a fait rager les nationalistes qui l'ont vu comme une violation de la souveraineté arabe. Nasser, par contre, et les membres du parti Baaz syrien ont formé la RAU (République Arabe Unie) en 1958, une unité entre la Syrie et l'Egypte pour lancer les bases de l'unité arabe et isoler les régimes pro-occidentaux. Selon Tariq Ali, une raison non divulguée était celle de marginaliser l'influence des partis communistes arabes.

En Iraq, malgré la répression énorme, le peuple est sorti à la rue pour faire tomber la dictature. Le 14 juillet 1958, les Officiers Libres (les partisans de Nasser dans l'armée iraquienne) donnent un coup d'Etat et prennent le pouvoir, en déclarant la fin de la monarchie. A Bagdad, plus de 100.000 personnes démolissent la statue de Faissal et celle du général britannique Maude, le "conquérant" de Bagdad.

Tariq Ali résume ainsi la situation interne en Iraq quand a lieu l'instauration du nouveau régime : 23 familles - les Chalabi, Pachachi, al-Khudaivi et d'autres contrôlaient 56% du capital commercial et industriel privé du pays. Le pétrole était sous le contrôle de l'Iraq Petroleum Company, de propriété britannique.

A la campagne, les Britanniques avaient transformé les cheiks tribaux en grands propriétaires, créant ainsi une base matérielle pour la collaboration à long terme, selon un modèle déjà mis à l'épreuve avec succès dans le sous-continent du sud de l'Asie : comme leurs amis de Sind et Bengale, dans la pratique les paysans iraqiens se sont transformés en serfs. L'éducation supérieure était pour la plupart réservée aux classes moyennes et hautes.

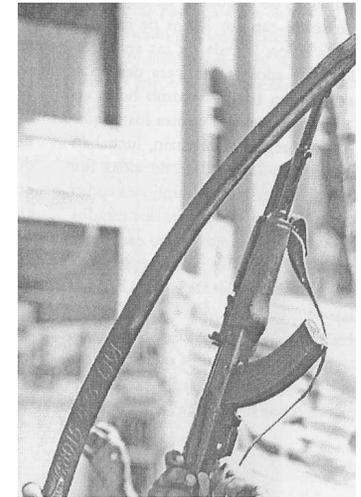
Dans les décennies suivantes on a fait une réforme agraire qui a cassé l'épine dorsale de la grande propriété et en 1961 le nouveau régime a nationalisé le pétrole et les industries de base.

### **La guerre de 1967 et l'offensive de l'impérialisme nord-américain**

Vers le milieu des années 60 le nasserisme perdait déjà de l'importance dans l'Islam, et dans la péninsule arabe on assiste à la consolidation des monarchies pétrolières. Ces monarchies étaient arrivées à des accords avec les monopoles nord-américains qui leur permettaient d'obtenir davantage de bénéfices avec l'exploitation du pétrole. Toutefois, il y avait la crise économique et le mécontentement populaire dans les pays indépendants. L'impérialisme a choisi ce moment pour attaquer. Le 5 juillet 1967, Israël a entamé une attaque foudroyante et simultanée contre la Syrie, la Jordanie et l'Egypte. En 6 jours il prend possession et établit le contrôle militaire sur le

désert du Sinaï (où se trouvent tous les puits pétroliers de l'Égypte) et le Canal de Suez, la bande de Gaza, la Cisjordanie (la marge occidentale de la rivière Jourdain) et les hauteurs du Golan en Syrie. De cette façon, Israël a quadruplé les territoires sous son contrôle. Cela a été la première attaque de fond de l'impérialisme américain contre les pays arabes indépendants et cela a marqué la fin du nasserisme.

Nasser est décédé en 1970. Son successeur, Anwar el Sadate, a approfondi le processus de soumission à l'impérialisme qui avait commencé avec les accords de paix signés par Nasser. En 1972, Sadate a expulsé les 20 000 conseillers soviétiques qui se trouvaient dans l'armée égyptienne et dans les grandes oeuvres publiques, comme le barrage d'Assouan, marquant ainsi le début de la fin de l'influence de Moscou dans la région. Avec cette mesure, il cherchait à ouvrir le chemin pour un accord général avec les États-Unis. Mais avant l'accord, fin 1973, il a fait une alliance avec la Syrie et a lancé une attaque militaire contre les positions israéliennes dans les hauteurs du Golan et dans le Sinaï. Il a été mis en échec par l'énorme machine de guerre israélienne préparée par les Nord-américains. Sadate rompt alors avec les nord-américains ? Tout le contraire. En signant le cessez le feu avec Israël, l'Égypte échange des ambassadeurs avec les États-Unis et, pour la première fois en 20 ans, l'impérialisme commence à envoyer de l'aide économique à Sadate. Quelques mois plus tard, Sadate signe un accord avec le FMI et commence à appliquer la célèbre recette d'"ouvrir" l'économie (infitah, en arabe). C'est-à-dire, il permet l'entrée de produits importés, il élimine la protection de l'industrie, il ouvre les portes aux investissements impérialistes, il réduit les salaires, et tout ce qu'on connaît déjà dans n'importe quel pays du monde. En 1978, Sadate signe les accords de Camp David et avec cela l'impérialisme américain se félicite avec le premier pays arabe qui reconnaît Israël : l'Égypte, autre fois la référence du nationalisme arabe. La Ligue Arabe, y compris les Saoudiens, rompt les relations avec l'Égypte, en l'isolant du reste de l'Islam, et en 1981 Sadate est assassiné par les balles des officiers islamiques.



## **La guerre Iran-Iraq : le sang du peuple irakien coule**

Le 17 septembre 1980, Saddam Hussein a annoncé la décision de son gouvernement d'annuler unilatéralement les accords d'Alger, signés en 1975 avec le Chah d'Iran. C'est le début d'une des guerres les plus prolongées et sanglantes qu'a endurée l'Islam, avec un degré de mortalité tellement élevé qu'il peut seulement être comparé à celui de la Première Guerre Mondiale.

Les accords d'Alger, soutenus par l'impérialisme, qui consacraient l'Iran du Chah comme maître de la région, accordaient à l'empire persan une partie de la souveraineté sur Shat-el-Arab (l'embouchure du Tigris & Euphrates, l'unique accès maritime de l'Iraq au Golfe Persique) et sur trois petites îles irakiennes d'importance stratégique, situées dans le Détroit d'Ormuz.

Sous prétexte de venger cet affront, les armées irakiennes croisent la frontière le 21 septembre et commencent une guerre en territoire iranien. Les vrais objectifs de l'agression irakienne devenaient toutefois évidents par la suite. Un objectif était le vieux rêve d'annexer une région où se trouvaient la plupart des puits pétroliers iraniens. L'autre était de mettre à plat un régime qui maintenait de fortes tensions avec l'impérialisme après la révolution de février 1979. L'affaiblissement de l'armée iranienne après la révolution, le début de la répression contre la gauche en Iran et la guerre civile ouverte par le régime iranien contre les Kurdes ont donné le feu vert à Saddam Hussein pour lancer une offensive militaire contre le régime de Khomeini et d'en finir avec lui rapidement.

Il a eu une surprise. En Iran, le président Bani Sadr avait convaincu Khomeini qu'il fallait reconstruire l'armée de terre et de l'air, et pour cela, plusieurs centaines d'officiers ont été mis en liberté. L'armée a été reconstruite, avec l'armement que le gouvernement précédent avait acheté aux Etats-Unis. C'était un armement beaucoup plus moderne et sophistiqué que celui des forces irakiennes, qui avaient été équipées par l'URSS.

Derrière les coulisses, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne soutenaient l'Iraq, parce qu'ils ne voulaient pas que le gouvernement de Saddam s'écroule. Du côté de l'Iran, il y avait la Libye de Khadafi et la Syrie d'Assad. Discrètement aussi, Israël envoyait des armes à Téhéran, parce qu'à partir de 1973 il considérait l'armée irakienne la menace la plus sérieuse dans la région.

En 1982, le conflit ne cessant toujours pas, les chefs du Baath passent outre Saddam Hussein et proposent un cessez le feu unilatéral aux iraniens.

Mais Khomeini n'accepte pas. En 1984 Saddam lui-même le demande, et Khomeini refuse encore. Le conflit se poursuit pendant plus de six ans. Cela ressemblait à la Première Guerre Mondiale. Le territoire changeait de mains régulièrement, et les unités de blindés des armées circulaient sur des champs pleins de cadavres. Pour les deux côtés, la vie des simples soldats, y compris des adolescents, était un produit jetable. On balayait les corps comme les feuilles en automne. L'Iraq a utilisé du gaz toxique contre les Iraniens et les Kurdes (qui, selon le régime, combattaient du côté de Téhéran). La perte de vies a été horrible, mais la guerre pouvait continuer, comme s'il convenait à tous de voir ces deux Etats musulmans affaiblir l'un l'autre chaque mois davantage. L'indifférence des Etats islamiques était comparable à la paralysie complaisante de l'ONU.

La guerre a pris fin en août 1988, "faute de combattants". On calcule qu'il y a eu plus d'un million de morts de chaque côté. Les marchands d'armes sont devenus millionnaires. Mais les conséquences de la guerre en Iran ont montré que l'agression militaire iraquienne avait atteint, d'une certaine manière, l'objectif de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique: faire reculer la vague révolutionnaire. Khomeini en personne avait dit, à propos de l'agression iraquienne, que c'était un cadeau des dieux (CI n°7). Etant donné le manque d'une direction révolutionnaire alternative à la direction de Khomeini, la guerre a permis au régime islamique de consolider ses bases et d'accélérer la reconstruction d'un Etat bourgeois. Les grèves ont été interdites et ont commencé à être réprimées avec l'intervention armée dans les usines. Toutes les conquêtes démocratiques des soldats ont été éliminées. La campagne contre le peuple kurde, accusé de servir aux objectifs de guerre de Saddam, s'est intensifiée. La réforme agraire a été remise à plus tard. Les partis politiques de gauche ont été interdits. En Iraq, c'est Saddam Hussein, aussi assassin et anti-populaire que son homologue iranien, qui a joui des fruits de la guerre contre-révolutionnaire: le culte à sa personnalité est devenu encore plus atroce. Il a continué à recevoir les hauts-placés occidentaux et les P-DG des grandes entreprises, désespérés pour décrocher de nouvelles affaires. Parmi eux, il y a le P-DG et politicien célèbre, Donald Rumsfeld, actuel Ministre à la Défense américain.

Mais les catastrophes de la guerre Iraq-Iran pour les masses ne s'arrêtent pas là. L'Etat d'Israël s'est fortifié dans la région, puisque le conflit a été un facteur d'affaiblissement et de division du monde arabe face au sionisme (la Libye et la Syrie soutenant l'Iran et les autres pays arabes l'Iraq). La guerre a servi de prétexte pour que les gouvernements arabes n'aidassent pas les

combattants palestiniens et libanais qui faisaient face à l'invasion sioniste du Liban en juin 1982.

Ainsi, la guerre n'a apporté que de bénéfice pour l'impérialisme, aussi bien sur le terrain politique que sur l'économique, puisque l'Iran et l'Iraq ont épuisé leurs forces, ont suffoqué les masses et ont augmenté leur situation de dépendance.



## **L'invasion du Koweït en 1990 : une fois de plus, le peuple iraquien donne son sang**

L'Iraq a toujours traité le Koweït comme une partie de son territoire et cela n'est pas tellement dû au pétrole, qui ne commença à être commercialisé qu'en 1946. Avant la pénétration britannique, les peuples qui habitaient la région du Golfe Persique, les nomades bédouins, les agriculteurs et les habitants du littoral, coexistaient pour préserver un ordre social qui leur convenait au sein de l'Empire Ottoman. Ce fut la politique coloniale britannique qui exigea la division de ces sociétés « pre-pétrole » à tous les niveaux : terres et tribus. Après la découverte du pétrole, l'avidité coloniale augmenta, en altérant toute la structure sociale de la région et en interférant dans la coexistence pacifique entre les Communautés locales. Le pétrole du Koweït commença à être exploité par les Britanniques et l'important revenu du cheikh fut investi à Londres et dans la Bourse des Valeurs londonienne. Selon les mots de Tariq Ali, le cheikh et son petit pays s'étaient transformé en patrimoine britannique vital.

En 1958, les koweïtiens déclarent leur indépendance vis-à-vis de l'Iraq et trois décennies après, Saddam Hussein menace de revenir sur cette situation. Il voulait annexer le Koweït sur base d'un discours selon lequel il promouvrait ainsi son économie et sa position dans le monde arabe. Mais le véritable motif allégué ensuite par l'Iraq fut que les koweïtiens, défiant l'OPEP, vendaient du pétrole à un prix plus bas.

Le fait est que Saddam cherchait à consolider sa force dans la région, à se présenter aux nouveaux maîtres, les Nord-américains, comme l'alternative au Moyen-Orient. La stratégie des Etats-Unis, de s'appuyer sur l'Arabie Saoudite et l'Iran pour préserver l'hégémonie américaine dans la région, ne fonctionnait pas très bien. L'Iran était en crise totale après la guerre et l'Iraq a voulu alors occuper sa place dans les préférences de Washington, en même temps qu'il a voulu percevoir la « dette » pour ses services dans la guerre contre l'Iran.

Le Koweït a frustré les tentatives de Saddam. Il a rejeté toutes les propositions et le jour après ce rejet, le 2 août 1990, l'armée irakienne a envahi le Koweït. Les Etats-Unis, dans une des plus grandes démonstrations de pouvoir militaire, ont massacré les Irakiens, même après que ceux-ci avaient décidé de se retirer, violant ainsi toutes les conventions de guerre.

Saddam Hussein est resté au pouvoir, mais le peuple de l'Iraq a payé un lourd tribut. Outre les milliers de morts lors de la guerre, le pays a dû

supporter douze années d'embargo économique patronné par les Etats-Unis, avec la bénédiction de l'ONU.

Les sanctions économiques ont réduit la population - dont le niveau de nutrition, de scolarité et de services publics avaient été au-dessus des niveaux régionaux - à une misère incommensurable. Avant les années 90', le pays avait un PIB per capita de plus de 3000 dollars. En 2001, il était de moins de 500, ce qui fait de l'Iraq une des sociétés les plus pauvres de la planète.

Aujourd'hui, la résistance acharnée du peuple irakien à laquelle nous assistons dans une des confrontations à l'impérialisme les plus dramatiques dans d'histoire de l'Islam, démontre que ni les douze années de blocus économique, ni les bombardements anglo-américains n'ont été capables de faire plier le peuple de l'Iraq.



## **La nouvelle guerre coloniale, la question de la libération nationale et le problème de la direction révolutionnaire**

L'invasion de l'Iraq met à l'ordre du jour un problème de grande envergure pour la classe ouvrière mondiale, et pour l'iraquienne en particulier : faire face à l'impérialisme pour reconquérir la libération nationale et, pour cela, construire une direction révolutionnaire qui accomplit cette tâche.

L'occupation du territoire iraquien n'a pas été une mesure de rétorsion du gouvernement de Bush, comme réponse aux attentats du 11 septembre. Sa concrétisation était déjà prévue dans le Projet pour un Nouveau Siècle Américain, préparé en 1997 par les personnages qui conseillaient déjà Bush depuis avant son élection de 2000, mais qui a seulement pu se mettre en pratique dans la conjoncture ouverte avec les attentats. Avec la commotion créée par les attentats, la machine de guerre contre l'Iraq s'est mise en marche, comme l'ont déjà confirmé plusieurs anciens conseillers de Bush, y compris son ancien conseiller en matière de terrorisme, Richard Clarke. On avait même pensé à l'alternative de ne pas aller d'abord en Afghanistan, mais en Iraq. Les mensonges sur les armes de destruction massive ont clarifié le fait qu'il s'agissait d'une guerre, non seulement pour le pétrole, mais pour la domination de tout le Moyen Orient. C'est pourquoi, il est correct de dire qu'un échec dans cette aventure coloniale peut signifier un repli de grande envergure pour les plans impérialistes de recolonisation.

En ce sens, la lutte en cours aujourd'hui en Iraq est stratégique pour la classe ouvrière mondiale. Une défaite de l'impérialisme en Iraq peut signifier une victoire pour d'autres mouvements de libération nationale, comme l'Intifada palestinienne et la lutte des Kurdes, sans parler de la tendance à un nouvel avancement dans la bataille ouverte sur différents fronts contre les processus de recolonisation de l'impérialisme, dont la tentative d'implanter la ZLEA en Amérique latine.

### **La résistance se généralise et exécute des actions unifiées**

La résistance héroïque des masses iraquiennes ouvre des brèches dans le gouvernement et l'armée américains. La révélation des tortures dans la prison d'Abu Ghraib est une démonstration de ce que nous disons. L'opinion publique mondiale a réagi avec une indignation juste, mais ce n'est pas une nouveauté que les armées d'occupation utilisent à fond la torture contre les

prisonniers de guerre. L'Empire Britannique a généralisé la torture pour "briser l'échine" des hindous et d'autres peuples qu'ils ont subjugué. Les Français maintenaient les prisonniers algériens en état de terreur permanente. Les Nord-américains, qui ont poussé la cruauté au raffinement extrême en Vietnam, suivent un manuel de la CIA, écrit en 1983, avec des instructions comment torturer et humilier sexuellement les prisonniers pour "écraser leur volonté". Guantánamo démontre bien le type de traitement donné par les Nord-américains à leurs prisonniers.

La nouveauté dans le cas de l'Iraq est que maintenant ces tortures ont été rendues publiques. Et cela s'est produit seulement parce qu'il existe une crise sans précédent dans le gouvernement de Bush, qui chute radicalement dans l'opinion publique américaine après les mensonges lancés pour envahir l'Iraq, et après tant de mois d'une guerre fratricide et sans issue. La démoralisation du gouvernement a fini par démoraliser aussi sa guerre et la fierté des soldats nord-américains. Ils ont foulé l'Iraq comme les maîtres de la vérité et ils ont fini par jouer le rôle de défenseurs d'un menteur. Cette crise a ouvert les flancs du gouvernement et de l'armée américains, en faisant filtrer les informations sur les tortures, ce qui, comme on a vu, a jeté davantage d'huile sur le feu. La haine populaire contre l'envahisseur s'est amplifiée et la résistance a été fortifiée en Iraq.

En faisant face à une résistance dure, avec un nombre croissant de soldats morts et blessés, et avec la révélation des abus, les troupes américaines ont la morale en baisse. L'armée ne divulgue pas le nombre de déserteurs, particulièrement des soldats qui ne retournent pas des licences accordées, mais il y a eu déjà le cas d'un déserteur qui a dénoncé le caractère de la guerre et a demandé d'être considéré comme "objecteur de conscience". C'était le sergent Mejía, d'origine nicaraguayenne, condamné par une court martiale à une année de prison. Un des arguments utilisés pour sa défense a été son rejet des abus contre les prisonniers.

Suite à la pression de la résistance irakienne et de l'indignation généralisée à la suite de la révélation des tortures, le commandement militaire des Etats-Unis a déjà libéré plus de 700 prisonniers d'Abu Ghraib (beaucoup sont sortis en faisant la V de victoire) et a promis d'en libérer encore des milliers dans les prochains jours.

Le candidat présidentiel démocrate, John Kerry, a publiquement exigé le renoncement de Rumsfeld et a fait circuler une motion qui, bien qu'avec des intentions électorales claires, a réuni en quelques jours 275.000 signatures. Tous se regardent dans le miroir de l'Espagne et la défaite électorale d'Aznar, qui a déjà eu des conséquences. Ces criminels de guerre se rendent compte

comment l'opinion publique de leurs pays se retourne chaque jour davantage contre eux. Bush en particulier a battu son record négatif de popularité, en pleine année électorale. Dans le désespoir, il promet qu'il s'en ira bientôt de l'Iraq, mais Paul Bremer, la plus haute autorité yankee dans ce pays, désigné par Bush lui-même, déclare qu'au contraire, ils auront besoin d'encore plus de soldats et d'encore plus d'argent pour soutenir l'occupation.

### **La rébellion s'élargit et les groupes partisans paraissent chercher l'unité**

Il y a peu d'informations concrètes sur l'organisation de la résistance iraquienne, mais jusqu'à présent on sait que la résistance est forte, croît chaque jour, et incorpore aussi des femmes et des enfants, tandis que des quartiers entiers résistent en armes. Mais ces combattants suivent des directions le plus souvent liées au clergé, aux ayatollahs, et même des directions liées à des secteurs bourgeois mécontents.

Un autre fait aggravant est la tactique des Etats-Unis d'imposer une division ethnique et religieuse à la population iraquienne. Soutenus par la persécution imposée à la minorité kurde et la majorité chiite, ils cherchent à renforcer ces divisions pour éviter à tout prix l'unité entre sunnites et chiites. De là vient la composition du Conseil de Gouvernement, traversé complètement par ces critères, et l'alerte permanente de Paul Bremer et d'autres autorités coloniales concernant une possible "guerre civile".

Mais l'insurrection à Falloudja et dans les villes saintes du centre-sud contre les occupants, ouvre une nouvelle situation. La solidarité et l'unité démontrées entre les insurgés sunnites y chiites face à l'agression impérialiste, a placé à l'ordre du jour une question traditionnelle dans l'histoire de la lutte pour l'indépendance iraquienne : avant de s'organiser selon la foi religieuse, il existe une conscience nationale et anti-impérialiste qui unit les combattants par la base.

Jusqu'au mois d'avril, il y avait deux types de résistance : une résistance de caractère militaire, dans laquelle paraissait prédominer le secteur sunnite, et une autre sous forme de protestations de masses, exprimée dans les mobilisations, surtout du secteur chiite, qui avait été discriminé politiquement et économiquement sous le régime de Saddam. Mais les appels de la direction au calme maintiennent encore ces couches de la population séparées des actions militaires contre l'envahisseur. Le ayatollah chiite le plus respecté, Ali Sistani, même s'il critique l'occupation, demande une modération et cherche à éloigner la base chiite des guérillas contre l'envahisseur. Dans la nouvelle situation, les deux secteurs entrent en combat

et unissent dorénavant publiquement leurs luttes contre l'occupant ennemi. Le cri de guerre "ni sunnites ni chiïtes, nous sommes frères et jamais nous vendrons notre pays", entendu dans une mosquée chiïte de Bagdad, exprime le rejet au pillage du pays de la part de l'impérialisme. L'occupation impérialiste est devenue l'ennemi commun des deux, et a fini par unir chiïtes et sunnites pour lui faire face. Le soutien de Falloudja et des quartiers sunnites à la Ville de Sadr, et des chiïtes contre l'encerclement de Falloudja, a consacré cette unité. Le retrait des troupes envahisseurs de Falloudja a été célébré comme une victoire.

La rébellion continue à s'amplifier. Nayaf et Kerbala sont encore entre les mains de l'armée de Medi dirigée par Moktada Sadr, et la révélation des tortures n'a fait qu'indigner et augmenter la rébellion parmi les masses iraqiennes. L'impérialisme a essayé de créer un mur entre les deux ailes musulmanes, mais cette manœuvre est en train d'échouer. Les deux mouvements de guérilla se soutiennent mutuellement. L'idée d'un combat national commun prend forme, tout comme la notion acquise dans les luttes des dernières semaines, que les forces armées américaines peuvent être placées en difficulté, même en dépit de leur supériorité militaire totale.

Les plus grands adversaires de ce processus sont les directions bourgeoises, qui essayent de faire des accords avec l'impérialisme américain et l'ONU. Il s'agit des dirigeants kurdes Talaban et Barzani, les chiïtes qui prennent part au Conseil comme Al Hakim, ou l'ayatollah Sistani qui essaye de figurer comme opposé à l'occupation, mais qui se manifeste contre la guérilla et s'oppose à ce que Sadr soit avec sa milice à Nayaf. Ils articulent avec l'ONU une sortie négociée qui les transfère un certain pouvoir, mais qui préserve les intérêts impérialistes. Les gouvernements arabes et islamiques font une véritable concurrence entre eux pour savoir qui est davantage soumis à l'impérialisme et ils se limitent à négocier un quelconque avantage contre lequel ils désistent de la défense de la nation arabe et de l'Iraq, que ce soit Mubarak en Egypte, les monarchies corrompues de l'Arabie Saoudite, la Jordanie et les Emirats, ou les gouvernements de l'Iran et de la Syrie. De là l'impuissance pathétique de la Ligue Arabe pour émettre au moins une condamnation claire de l'occupation impérialiste, sans parler de mesures contre cette invasion. La politique des ayatollahs iraniens est de soutenir une solution négociée par le biais de l'ONU, qui les réserverait une certaine ingérence dans un futur Iraq "souverain". La conférence alternative qui a réuni plusieurs dirigeants à Bagdad a eu le même sens : elle s'est prononcée contre l'occupation, mais elle demande une négociation avec l'ONU et elle

essaye d'extraire de nouveaux interlocuteurs pour remplacer le Conseil discrédité, et de convenir une issue avec l'impérialisme.

### **Le rôle complice de l'ONU**

Face à cet isolement, l'espoir de l'impérialisme américain et européen se tourne vers l'ONU et leur envoyé spécial en Iraq, Brahimi, qui agit maintenant pour voir s'il parvient à constituer un nouveau "gouvernement" marionnette iraquien pour remplacer le Conseil discrédité désigné par Bremer, qui a déjà perdu deux membres, un ministre et le président, dans autant d'attentats, et qui n'a pas la moindre autorité. Le Conseil de Sécurité de l'ONU est, comme toujours, prêt pour émettre de nouvelles résolutions et mandats pour approuver la politique de la principale puissance impérialiste, qui inclue une répartition du butin.



Un attentat a détruit le siège de l'ONU à Bagdad le 19 août 2003

La résolution de mai 2003 approuve l'autorité de la "coalition" sur l'Iraq, bien que l'invasion ait été faite sans l'autorisation du Conseil de Sécurité lui-même, ce qui montre bien ce qu'est cette institution ; selon les mots de Tariq

Ali, oublier les Etats-Unis pour faire appel à l'autorité de l'ONU, est comme espérer qu'un petit chien morde son propriétaire. L'ONU même a été responsable, pendant plus d'une décennie, du programme de sanctions et de blocus opéré par les Etats-Unis et l'Angleterre, qui a coûté la vie à des centaines de milliers d'enfants et à un grand nombre de personnes âgées - Dennis Halliday, coordinateur humanitaire de l'ONU en Iraq et ancien secrétaire général assistant, a calculé un total d'un million de personnes - et qui a fait tomber le revenu moyen et le niveau de croissance de l'Iraq au niveau des sociétés les plus pauvres du monde, en réduisant le revenu par habitant de 3.000 à 500 dollars.

C'est sur l'ONU, cette grotte de bandits selon la définition appropriée de Lénine pour la Ligue des Nations, que comptent les gouvernements impérialistes européens pour donner une alternative de façade afin de cacher l'échec américain, l'ONU qu'une bonne partie de la gauche mondiale voit encore comme solution "civilisée" et "pacifique".

L'ONU est là pour éviter qu'un retrait stratégique des forces américaines du territoire iraquien signifie une victoire des masses. Pour éviter à tout prix qu'elles parviennent à dépasser leurs directions traîtres et à prendre le pouvoir, à expulser une fois pour toutes l'impérialisme et à exproprier la bourgeoisie parasitaire, en plaçant les richesses pétrolières au service de l'éradication de la faim et la misère du peuple iraquien. La tâche suprême de l'ONU est de garantir que l'Iraq continue à être régi par la bourgeoisie, l'oligarchie des maîtres chanteur Tariq Ali, et d'éviter ainsi la révolution socialiste, seule voie possible pour que les masses iraqiennes conquièrent de fait la libération nationale. Il ne s'agit pas d'un projet pour le futur, d'un délire ou d'une utopie. La résistance héroïque des masses iraqiennes montre non seulement que cela est possible, mais qu'en outre c'est la seule garantie de se libérer pour toujours des occupants d'aujourd'hui et de demain. La démocratie bourgeoise n'est pas non plus une issue, parce que la bourgeoisie iraquienne est dépendante jusqu'à la moelle de l'impérialisme. Comme disait ironiquement Robert MacNamara dans une entrevue récente à la presse, tôt ou tard, les cheiks irakiens vont se rendre, parce qu'ils ne peuvent pas manger du pétrole ; ils doivent le vendre et ils ont donc besoin de l'impérialisme qui l'achète.

La tâche de libération nationale de l'impérialisme et d'autodétermination politique et économique, est celle du peuple et des travailleurs irakiens. A divers moments de l'histoire de l'Islam, ils ont eu confiance dans la bourgeoisie pour réaliser cette tâche, comme cela a été le cas, par exemple, en Iran, en 1979, mais ils ne sont pas parvenus à sortir du bourbier. Le

problème de la lutte pour l'autodétermination nationale a été un sujet chaud pour le leninisme, et dans cette édition de *Marxisme Vivant* le lecteur peut connaître la position de Lénine dans le Dossier à l'occasion de 80 ans de son décès.

Aujourd'hui, en Iraq, les masses obtiennent de grands triomphes : crise dans le gouvernement de Bush, crise dans l'armée américaine, crise dans les gouvernements européens qui intègrent la coalition de l'occupation et même crise dans l'ONU. Cette résistance énorme a obtenu beaucoup, mais regrettablement, elle n'a pas encore obtenu l'essentiel : l'expulsion de l'impérialisme, que ce soit l'américain ou l'europpéen, les deux endossés par l'ONU. Les Etats-Unis ont déjà annoncé qu'après avoir "restitué la souveraineté" au peuple, avec la farce d'un gouvernement fantoche, les troupes américaines vont continuer à occuper le territoire iraquien. Et même s'ils s'en vont totalement, ce qui dépendra des accords en gestation, il est certain que derrière eux entreraient les troupes de l'impérialisme europpéen, déguisées par l'ONU de "troupes humanitaires", comme cela se passe en Haïti, où les troupes brésiliennes rendent ce service. L'Iraq va continuer à être dominé et spolié, et les masses opprimées et dans la misère.

Il en est ainsi, non parce qu'aux combattants iraquiens manquent la force et la détermination, mais parce qu'il leur manque quelque chose de beaucoup plus grand : une direction révolutionnaire qui, armée d'un programme qui mène jusqu'à la fin la lutte pour l'expulsion de l'impérialisme et pour la libération nationale, parvient à unir chiites et sunnites, arabes et kurdes, travailleurs pétroliers et des autres secteurs, la population des villes et de la campagne, d'importants secteurs de l'armée, dans une lutte sans trêve et sans la moindre confiance dans la bourgeoisie et les ayatollahs, pour expulser le gouvernement fantoche et prendre le pouvoir en Iraq. La résistance héroïque et sans répit, une tradition des masses iraquiennes, montre que c'est à la chaleur des batailles que cette direction pourra et devra être construite.



## **Le Baath, le Parti Communiste et la crise de direction révolutionnaire**

Malgré les innombrables démonstrations de courage et de disposition à la lutte qui ont marqué à fer et à feu l'histoire convulsionnée de l'Islam, et en particulier de l'Iraq, la classe ouvrière iraquienne n'est pas parvenue à construire une direction révolutionnaire qui mènerait la lutte pour la libération nationale jusqu'à la fin, jusqu'à l'expulsion totale de l'impérialisme de son territoire et l'expropriation de la bourgeoisie parasitaire et maître chanteur, toujours aux pieds des divers impérialismes en vogue. C'est à cause de cela qu'elle est trahie par les directions dans lesquelles les travailleurs et le peuple iraquien ont déposé leur confiance. Les exemples les plus éminents de cela sont les deux forces politiques majeures de l'Iraq, le Baath et le Parti Communiste.

Le Baath a été fondé durant les années 40 par un groupe d'intellectuels syriens. Son fondateur, Michel Aflaq, a étudié en France et a été initialement attiré par le PC. Toutefois, le soutien des communistes au gouvernement de Front Populaire de 1936 et leur refus d'insister sur la libération coloniale comme partie du programme du Front, ont fait qu'Aflaq s'éloigne des communistes. C'est cette expérience qui lui a fait comprendre que les chefs des partis communistes placeraient toujours leurs intérêts dans les limites de ceux de l'Etat Soviétique, avant les nécessités objectives des pauvres et opprimés, spécialement dans les colonies. Si c'était cela l'"internationalisme prolétarien" dans la pratique, il était préférable pour ceux qui vivaient dans le monde colonial ou semi-colonial d'oublier les phrases prétentieuses, d'oublier l'Union Soviétique et de se battre pour l'émancipation comme simples nationalistes. (Voir Tariq Ali, Bush à Babylone.)

Aflaq décide donc, avec Salah Bitar, de fonder le nouveau parti en 1943, et sa position contre les communistes s'est encore renforcée après 1948, quand les partis communistes arabes ont soutenu la formation d'Israël, en suivant la politique officielle soviétique. Tariq Ali mentionne que cette politique du PC a produit beaucoup de protestations de la part des membres juifs des partis égyptien et iraquien, et qu'un des fondateurs du PC égyptien a changé son nom juif en protestation contre la création d'Israël, et n'a pas voulu abandonner son pays. Il mentionne aussi que la défense d'Israël par le PC a facilité au Baath le chemin pour devenir un parti de masses, en reprenant dans son sein des secteurs mécontents du PC.

Dans son livre, Tariq Ali explique que le Baath, avant d'arriver au pouvoir en Iraq et en Syrie, n'était pas favorable de massacrer les communistes, comme ont fait les baathistes après le coup d'Etat de 1963 à Bagdad.

Le Parti Communiste d'Iraq a été un des plus forts de tout le Moyen-Orient. Il avait des cellules dans l'armée, formées par des cadres bien entraînés, spécialisés dans des activités clandestines. C'était un parti de masses. Selon Tariq Ali, les communistes et leurs nombreuses organisations de front avaient grandi d'une manière extraordinaire dans la période postérieure à juillet 1958. Le parti avait un journal quotidien avec une circulation de 30 000 exemplaires (ce qui est énorme pour l'Iraq) et ses partisans se trouvaient dans toutes les régions et dans toutes les institutions du pays.

Il suivait toutefois fermement les ordres de la bureaucratie de Moscou, dont la politique était définie par la manière dont ses intérêts bureaucratiques se reflétaient dans la région. Après que son principal chef a été assassiné, le PC a soutenu la formation de l'Etat d'Israël, tout comme il avait interrompu toute opposition aux armées d'occupation française et britannique pendant la II<sup>ème</sup> Guerre Mondiale. Quand la monarchie est tombée, il a soutenu le nouveau régime de la bourgeoisie nationaliste. Mais Qasim, le chef du gouvernement bourgeois, a senti le poids des communistes et a essayé de les balayer en 1959, comme avait fait Nasser en Egypte. La réaction a été immédiate. Les communistes ont organisé des manifestations de masses qui auraient pu prendre le pouvoir, mais un émissaire de Moscou est arrivé à Bagdad avec des instructions urgentes de N. Kroutchev de ne pas déstabiliser le régime de Qasim. Moscou s'était aperçu qu'une victoire communiste à Bagdad menacerait ses relations avec Nasser et le nationalisme arabe.

En 1963, les baathistes donnent un coup d'Etat, et mettent fin au gouvernement de Qasim, qui a été jugé et exécuté. Le PC a été poursuivi, ses chefs exilés et des milliers de ses membres, spécialement dans l'armée de terre et de l'air, faits prisonniers, torturés et assassinés. Ce qui a aidé le parti à survivre, a été le fort soutien dans les régions kurdes du pays. Malgré la violence dont elle a fait l'objet, l'organisation a survécu dans la clandestinité et ses bastions kurdes sont restés pratiquement intacts.

Pendant qu'il réprimait les communistes, le Baath au pouvoir établissait des relations étroites avec l'URSS, établissait des accords commerciaux avec la Pologne et reconnaissait la RDA. En 1973, par orientation de la bureaucratie soviétique et dans une manœuvre claire des baathistes pour le

neutraliser, le PC iraquien entre dans le Front National Progressiste et forme un gouvernement de front populaire avec le Baath. Tariq Ali mentionne que pendant toute cette période dans le gouvernement, les communistes n'ont exercé aucun pouvoir réel. Ils sont devenus des marionnettes. Toutes les décisions importantes étaient prises par Hassan al-Bakr et Saddam Hussein. Entre-temps, même l'affiliation au Front National Progressiste et la participation au gouvernement n'ont pas mis fin à la répression. Les soldats communistes de l'armée étaient exécutés et les membres du parti actifs dans les usines étaient arrêtés pendant un certain temps pour les "enseigner" comment faire du syndicalisme. Bien que le journal du parti continuait à être publié, il était soumis à une autocensure sévère. Saddam en personne a informé les chefs communistes que, dans l'armée, il ne tolérerait aucune activité de partis autres que le sien.

Saddam se préparait pour conquérir le pouvoir. On a entamé une purge de mécontents baathistes et en 1978 le PC a été expulsé du gouvernement et du Front National Progressiste. Certains de leurs dirigeants ont été arrêtés. Et pour démontrer à ses amis de Washington le caractère définitif de cette rupture, Saddam Hussein a fait exécuter 31 membres du parti avec le prétexte qu'ils avaient ignoré des avis répétés et avaient créé des cellules du PC dans l'armée. Selon Tariq Ali, c'était faux. L'année suivante, Saddam s'est nommé général et puis Président de la République, après le retrait obligé de son cousin Hassan al-Bakr.

Saddam était la personnification iraquienne d'un processus d'adaptation plus profonde de l'ancien nationalisme bourgeois arabe à l'impérialisme nord-américain, un processus qui a eu lieu aussi en Syrie avec Hafez al-Assad (appartenant lui aussi au mouvement Baath) et en Egypte avec Sadat. Il l'était, non parce que ses prédécesseurs auraient eu une ligne conséquente contre l'impérialisme, mais par le degré de cynisme et de disposition pour jouer un rôle ouvertement contre-révolutionnaire dans la région, en échange d'une "réévaluation" par les puissances impérialistes et de la candidature de chef régional sous les bénédictions des Etats-Unis. Pour cela, Saddam était disposé à se défaire des communistes de son gouvernement, à réprimer les Kurdes et les chiites et à envahir ensuite l'Iran. Cela se ressemble au phénomène qui a eu lieu en Amérique latine avec des mouvements comme le péronisme en Argentine, l'APRA péruvien et le MNR bolivien. Ces mouvements perdent progressivement leurs caractéristiques originales nationalistes pour s'adapter et soutenir de plus en plus le projet impérialiste, pour ne rester qu'avec quelques miettes qui tombent de la table. Cela montre comment, dans la pratique, les bourgeoisies nationales des pays

périphériques sont incapables de faire face à l'impérialisme, et cela confirme la caractérisation des thèses de la Révolution Permanente de Trotski, plus actuels que jamais dans ces temps de recolonisation globalisée.

Tariq Ali résume : Saddam Hussein et Hafez al-Assad partageaient le même univers politique. Les deux avaient mis en échec leurs alliés radicaux ; les deux avaient fait renaître la bonne fortune des commerçants et négociants de classe moyenne ; les deux avaient créé une structure dans laquelle chaque chef restait dans le sommet d'une pyramide, créée pour donner au despote le pouvoir total ; et les deux utilisaient une rhétorique anti-impérialiste en public, tandis qu'ils flattaient les Etats-Unis en privé. En plus, aucun d'entre eux n'était un débutant quand il s'agissait de la répression. Saddam a détruit les communistes et a écrasé les Kurdes ; le penseur syrien, son collègue, a ordonné la mort de dix mille personnes en Hamah - adversaires islamiques et séculaires qui s'étaient soulevés contre le régime (voir Bush à Babylone).

Le PC avait collaboré intensément avec l'impérialisme britannique et a fait la même chose avec le nord-américain, même aux pires moments de l'occupation. Présent dans le gouvernement de Saddam Hussein en 2003, le PC s'est intégré au Conseil Dirigeant de l'Iraq, formé par les Etats-Unis pour consolider l'occupation, devenant ainsi complice dans un des moments les plus graves de l'histoire de l'Islam.



## **La lutte de classes : Palestine**

### **Le crise du plan sioniste et la possibilité historique de la révolution palestinienne**

**Raed El Arabi**

Membre de la Direction de l'UJAAL  
(Union de la Jeunesse Arabe pour l'Amérique Latine)

Bien que les chefs sionistes se considèrent comme des spécialistes en politique et en économie, leur Etat fait face aujourd'hui à une de ses pires crises depuis sa fondation, à un moment où l'opposition et plusieurs secteurs sociaux commencent à se manifester contre cette politique. Le gouvernement sioniste d'Israël a déchaîné une onde prolongée de violence et de terreur pour essayer de stabiliser la région, en cherchant à écraser la lutte du peuple palestinien. Il essaye une fois de plus le chemin de l'élimination des chefs de l'Intifada pour essayer de sortir de sa profonde crise.

#### **Immigration et grèves : dilemmes pour la politique sioniste**

Le gouvernement sioniste conduit par Ariel Sharon fait face aujourd'hui à une crise interne qui ne permet pas à la société israélienne de se stabiliser, et ce, particulièrement après que les divers secteurs sociaux ont manifesté leur méfiance par rapport à sa politique intérieure et extérieure. La propagande faite par le sionisme qui cherche à provoquer l'immigration de juifs en Israël a aujourd'hui un autre "caractère" et d'autres buts. Le gouvernement sioniste ne dévoile jamais d'informations sur le nombre d'immigrants juifs qui entrent en Palestine ou qui l'abandonnent. Pour la politique sioniste, c'est "un secret d'Etat".

En visite à Moscou au début du mois de novembre de l'année passée, Ariel Sharon se faisait interroger par des journalistes à propos du nombre de juifs russes qui ont abandonné la Palestine cette année. Ils n'ont pas obtenu de réponse. La presse israélienne estime que quelque 40.000 juifs russes sont retournés dans leur pays au cours de ces derniers mois, et des centaines de juifs américains, chefs d'entreprise en grande majorité, sont aussi retournés ou se préparent à retourner dans leur pays.

Les secteurs politiques, militaires et populaires de l'opposition de la société israélienne, de l'aile radicale du Likoud et du Yesha (le groupe qui représente les colons juifs), avertissent que le gouvernement peut perdre le

contrôle sur la société israélienne s'il continue avec cette politique. En novembre de l'année passée, quand Sharon a déclaré être prêt à démanteler quelques colonies isolées en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza pour faire avancer le processus de paix, sa déclaration a été reçue avec des critiques par les colons juifs et les membres plus radicaux du Likoud et d'autres partis de la droite, qui attribuent la responsabilité totale à la politique de Sharon pour ne pas être parvenu à arrêter l'Intifada. En même temps a été critiquée la politique d'installer de nouvelles colonies et la construction du mur de ségrégation ethnique, qui a empêché l'avance du processus de paix avec l'Autorité Nationale palestinienne (ANP) et qui a eu comme conséquence que le prêt américain soit réduit de US\$ 289,5 millions.

La crise politique se reflète dans l'économie de l'Etat, qui prétend faire des réformes et des ajustements sur le dos des masses. Le syndicat des travailleurs israéliens (Histadrut) a entamé un processus de grèves il y a plus de six mois contre la politique économique de l'Etat et les réformes. C'est actuellement un des principaux problèmes internes pour le gouvernement sioniste, qui ne parvient pas à



arriver à un accord avec la Histadrut depuis le début des négociations en décembre passé. Le Ministère des Finances menace de déduire du salaire 10 millions de shekels (monnaie israélienne) aux travailleurs s'ils font grève, et dans les prochains mois la situation tend à s'aggraver, avec la nouvelle vague de grèves qui a surgi en réponse à la menace du gouvernement.

### **Le grave problème de la sécurité**

Des analystes israéliens pensent que le gouvernement, tandis qu'il est préoccupé par la sécurité interne menacée par l'Intifada et d'autres affaires comme l'immigration et la corruption, ne cesse d'accumuler plusieurs autres problèmes lors de ces derniers mois, de telle sorte que sa crise s'approfondit. Les nouveaux chefs d'entreprise juifs russes qui migrent en Palestine "apportent l'argent de la mafia russe", et ce phénomène peut menacer la stabilité légale des autres chefs d'entreprise juifs, et mener la société israélienne à la corruption et la violence. Ce problème, avec le manque de sécurité, a mené la classe bourgeoise juive-américaine à retourner dans son pays, où il peut avoir davantage de stabilité économique. Elle s'enfuit d'un Etat incapable de donner la sécurité à son peuple, un pays dominé par des groupes politiques et économiques et des sectes religieuses avec des divergences idéologiques et stratégiques, qui ne parviennent pas à se mettre d'accord pour résoudre les problèmes.

Aujourd'hui, la majorité des mouvements d'opposition de la droite israélienne et de l'aile la plus radicale du Likoud ne croient pas aux compromis politiques du gouvernement. Il y a une perte de confiance dans les discours des chefs sionistes concernant la sécurité interne et le processus de paix dans la région. Malgré toutes les mesures, l'Intifada est aujourd'hui une menace pour la stabilité en Palestine ; avec ses victoires petites et relatives, elle cause jour après jour de nouveaux conflits et de l'instabilité en "Israël". D'autre part, cette peur est due à la perte de confiance dans la politique américaine après l'invasion de l'Irak et le surgissement de la résistance irakienne, qui a renforcé l'Intifada et mène le gouvernement sioniste dans un chemin sans issue.

Cette méfiance de la part de divers secteurs de la société israélienne est en train de se transformer en peur, elle éloigne les rêves des grandes victoires et commence à ouvrir les portes pour le retour aux véritables patries, où il y a davantage de sécurité et d'avenir.

La presse israélienne estime qu'un million de juifs, américains pour la plupart, refusent d'émigrer pour vivre dans les territoires occupés. Dans une interview d'un journal israélien après les attentats en Turquie, une femme

juive a dit qu'elle préfère continuer à vivre dans son pays, la Turquie, que d'aller dans un pays où il n'existe pas de sécurité. Les dernières enquêtes israéliennes parlent de changements dans la pensée du peuple juif dans le monde, qui n'a plus de confiance dans la politique sioniste. Selon le journal israélien Ha'aretz de la première semaine de décembre de l'année passée, les



chefs du Shabak (Service Général de Sécurité d'Israël) sont en train d'aider le peuple israélien à changer leur manière de voir les choses, mais ils disent aussi qu'il est prématuré de parler du résultat de ce type de pensée et de la crise en général ; un certain changement radical est sur le point de se produire dans la société israélienne, peut-être "une crise sans issue". Beaucoup d'intellectuels juifs et de la gauche trouvent que la politique

sioniste a dépravé le caractère juif et a poussé au second plan le rêve de victoires, et ils croient impossible de parler du Grand Etat d'Israël face à la réalité de l'Intifada, étant plus viable pour la survie de parler d'un Etat démocratique-laïque.

Il existe aujourd'hui en Israël deux courants de pensée politique juive : un courant qui incite à l'immigration des juifs en Palestine, conduit par Sharon, qui essaye d'utiliser encore l'antisémitisme en Europe et en Russie ; et un autre, contraire à la politique de Sharon, qui demande au gouvernement des modifications dans cette politique pour que ne soient pas menacés tous les juifs du monde.

La politique qui vise à stimuler des groupes d'autres religions en Amérique Latine pour les convertir au judaïsme et les pousser ensuite à émigrer en Palestine, et d'accepter l'immigration du peuple juif de Flachimura en Ethiopie - qui n'a jamais été permise, étant donné qu'il s'agit de pauvres et de malades -, ainsi que la politique nazi-sioniste d'assassiner les chefs de l'Intifada, en commençant par l'assassinat du Cheik Ahmad Yassin et el Rantysi, démontre la crise du sionisme aujourd'hui. Les juifs européens ne veulent pas émigrer en Palestine, ni les Russes, ni les Américains ! Ceci étant, il vaut mieux aller chercher les Africains pauvres et mal nourrit pour résoudre la crise !

Il nous reste à ajouter, concernant ce premier point, que cette situation sensible et difficile par laquelle passe le sionisme, malgré les tentatives diplomatiques pour reprendre les négociations pour faire avancer le processus de paix, ne garantit en rien la stabilité des juifs dans les territoires occupés, ni leur avenir. D'une manière ou d'une autre, cette situation est un des résultats des victoires de l'Intifada.

### **Crises stratégique et militaire du sionisme**

Le parti au gouvernement en Israël, le Likoud, est divisé. L'extrême droite, dirigée par Benjamin Netanyahu, a publiquement effacé toute possibilité d'établir un "Etat palestinien" dans le futur, y compris sans Yasser Arafat, même pas dans les secteurs d'autonomie palestinienne, en accord avec la résolution 242 de l'ONU. La décision de l'aile radicale du Likoud ne laisse pas de doute : "Non à un Etat palestinien, ni avec le gouvernement d'Arafat ni sous la direction d'une autre personne ; ni aujourd'hui, ni demain". Malgré les déclarations de Sharon et de Moffaz sur le démantèlement de quelques colonies, qui en réalité n'étaient encore qu'en projet de construction, l'aile radicale du Likoud se montre de plus en plus contre Sharon, qui a demandé lors de ces deux derniers mois le soutien

américain inconditionnel à sa politique assassine. Pour les radicaux du Likoud, les colonies sont sacrées et la cessation de l'Intifada est primordiale ; et le meurtre du Cheik Ahmad Yassin et Rantysi pourrait peut-être faire approuver en ce moment difficile le plan Sahronita et donner de la légitimité à leur parti pour réduire le poids de la crise.

### **Crise dans l'armée sioniste**

L'armée sioniste est aussi en crise. Le mouvement des réservistes, qui refusent de servir en Cisjordanie et Gaza, qualifie l'armée israélienne comme une armée d'occupation et une force d'oppression du peuple palestinien et exige le retrait israélien des territoires et le démantèlement des colonies sionistes. C'est un mouvement qui grandit quotidiennement. Les invasions sionistes constantes dans les villes de Cisjordanie et de Gaza ont donné de nouveaux motifs de répudiation et d'intransigeance. Plus de 250 réservistes dans le dernier semestre ont refusé de servir dans l'armée sioniste, et ils ont été protégés légalement par l'organisation Yesh Gvul, qui regroupe les soldats et les officiers qui refusent de servir en Gaza et en Cisjordanie.

Ces divergences dans l'armée, et dans le parti Likoud lui-même, reflètent la crise et démontrent le degré de décomposition du sionisme, une décadence due à des facteurs de caractère naturel dans le processus de développement d'un système capitaliste.

### **Manifestations pacifistes et confrontations avec l'armée sioniste : "La crise s'est déplacée sur le terrain israélien"**

Le mouvement pacifiste israélien "Paix Maintenant", connu comme Gush Shalom, a grandi en nombre et a commencé à radicaliser ses activités ces derniers mois, étant donné la politique assassine du gouvernement d'Ariel Sharon et les crises dans la société israélienne. Aujourd'hui, ce mouvement compte plus de 70.000 participants et sympathisants de tous les secteurs de la société israélienne. Il compte aussi avec la participation de beaucoup d'étrangers de plusieurs nationalités qui résident dans les territoires occupés.

La construction du mur de ségrégation ethnique, de 700 kilomètres et qui entoure la Cisjordanie, est un des thèmes principaux du combat du mouvement pacifiste israélien. Depuis décembre 2003, environ 400 pacifistes israéliens et étrangers ont déjà protesté dans la localité de Qalquilya contre la construction du mur et contre la politique terroriste d'Ariel Sharon. Les confrontations sont constantes avec les forces de l'armée sioniste, et on estime que 25 pacifistes sont emprisonnés aujourd'hui. La police israélienne identifie le groupe pacifiste comme des anarchistes.

Ces manifestations pacifistes, "en l'absence fatale de la gauche israélienne", sont l'expression nationale d'une crise qui s'étend sur le terrain sioniste pour atteindre, naturellement, toute la société israélienne. L'aile radicale du Likoud a qualifié les juifs pacifistes comme des "ennemis pires que les Palestiniens". Plusieurs figures importantes du mouvement pacifiste ont reçu des menaces de la part des radicaux du Likoud.



13/11/2004 la Muqata

### **Le pari politique stratégique de la Direction Nationale Unifiée de l'Intifada et la politique assassine du sionisme**

Le second point à analyser dans ce contexte est la politique de la Direction Nationale Unifiée de l'Intifada (DNUI). Celle-ci a toujours joué son rôle politique, en démontrant chaque fois plus ses stratégies et ses tactiques politiques parallèlement aux travaux militaires de l'Intifada, et en revendiquant clairement l'insurrection et le démantèlement de l'Etat sioniste au moyen de la lutte armée. Seulement ainsi, l'ANP sera isolée et la position des dirigeants arabes agents de l'impérialisme sera mise en échec, comme sera isolée d'ailleurs la droite israélienne, en ouvrant un espace frontal pour la gauche israélienne, qui n'est pas préparée pour assumer son rôle.

La DNUI a focalisé ses attaques militaires des derniers mois contre des soldats israéliens dans les territoires occupés et contre les colons. Le Département de Recherche de Milla, dirigé par le chef des brigades générales, le général Yossi, a vu cela comme un changement significatif dans la stratégie des attaques des guérillas palestiniennes qui, jusqu'il y a peu de temps, atteignaient tous les Israéliens, où que ce soit, comme blancs légitimes. Le changement, explique Yossi, dû à la sensibilité des attaques du HAMAS, est provoqué par le soutien de l'opinion publique du peuple palestinien.

Selon Yossi, les attaques du HAMAS contre des blancs civils a aussi été une réponse contre la politique de Sharon, qui a causé le décès de beaucoup de civils palestiniens pendant les dernières invasions à Rafah et à Naplouse. Il dit que, selon le Mossad israélien, le HAMAS et d'autres groupes palestiniens avaient préparé 27 attaques contre des blancs militaires pour les trois derniers mois de l'année passée, aucun d'entre eux contre des objectifs civils, et ce en raison d'une évaluation stratégique à l'intérieur de la DNUI. Le général a informé aussi que la participation militaire du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) a crû ces derniers mois.

Une analyse faite par Khalil Shkaki, du Centre de Recherches et d'Etudes de la Palestine, à Naplouse, montre que le rapprochement de Yasser Arafat au chef du HAMAS après la rencontre au Caire, ainsi que la visite de la délégation égyptienne pour la relance des négociations de paix, a été un facteur important pour que le HAMAS réévalue ses attaques contre des "blancs civils". Il informe aussi que les attaques ont diminué de 50 % ces derniers mois, mais non contre des soldats et des colons.

Ahmad Quorei (Abu Alá), Premier ministre de l'ANP, a fait une déclaration le 21 décembre 2002 en disant que "les Israéliens et les Palestiniens sont déjà fatigués du conflit, et maintenant nous sommes sur le point de négocier la paix des deux pays". Le Jihad Islamique, en réponse à cette déclaration, a répudié la position politique lâche d'Abu Alá et a déclaré qu'il continuera avec la lutte armée jusqu'à la libération de la Palestine. Il a aussi réaffirmé son rejet aux propositions d'une trêve et aux accords de paix. Le FPLP a précédemment déclaré, dans sa position politique, qu'il est contre les accords de paix et qu'il revendique la lutte armée pour la libération de la Palestine. On parle beaucoup dernièrement des déclarations de son secrétaire général, Ahmad Saádat, qui insiste sur la lutte armée comme seule solution à la question palestinienne.

Dans la conférence de Herzliya, l'assassin Ariel Sharon a considéré que les Palestiniens sont la véritable menace pour le plan politique sioniste dans

la région. Par rapport aux colonies, il a déclaré être prêt à démanteler "quelques-unes" d'entre elles, et qu'il laissera en place celles qui sont en positions stratégiques. Cette déclaration nazi de Sharon a été analysée par les chefs de l'Intifada comme une possibilité qu'il y aurait de nouveaux massacres contre des civils palestiniens, comme une façon sioniste de faire pression sur l'ANP et sur l'opinion publique internationale pour un cessez de feu de la part des Palestiniens.

A notre avis, considérant l'actuelle politique de la DNUI, nous ne croyons pas que ce que dit Khalil Shkaki est vrai. Il est certain qu'Arafat a fréquenté beaucoup la maison d'Ahmad Yassin après la rencontre du Caire ; cela n'est pas une nouveauté. Mais Arafat n'est jamais parvenu à influencer la politique du HAMAS. Peut-être a-t-il été son intention de faire pression sur les chefs du HAMAS pour accepter une trêve, ce qui a été rejeté par le HAMAS comme décision de la DNUI. Le HAMAS et les autres groupes ont accepté de ne pas attaquer les civils israéliens dans les territoires occupés, selon la discussion interne entre les chefs de l'Intifada. Cela s'est passé avant leur voyage au Caire, et cela n'a pas été dû à la pression du FATAH qui exigeait une trêve palestinienne unilatérale.

D'autre part, la DNUI prétend, avec cette nouvelle stratégie, d'éviter d'abord de nouveaux massacres contre des civils palestiniens, "chose que les sionistes ne respecteront jamais, comme nous voyons d'ailleurs tous les jours". Mais ce serait un argument utilisé par l'Intifada pour que les interventions des pays arabes comme l'Egypte et la Jordanie, ou les interventions internationales, restent sans valeur, pour que ces interventions ne soient pas un obstacle sur le chemin de l'Intifada ou ne puissent limiter le soutien international à celle-ci. Deuxièmement, avec cette stratégie d'attaquer des blancs militaires de l'armée sioniste, l'Intifada prétend transformer le conflit en possibilité militaire ; elle essaye d'égaliser les conditions militaires de l'Intifada avec les forces militaires de l'armée sioniste, puisque les circonstances le permettent, et de démontrer au peuple palestinien et à tous les peuples en lutte la possibilité réelle de la libération et de l'autodétermination.

### **L'Intifada et la tâche des socialistes israéliens**

Lors de la rencontre du Caire, la direction de l'Intifada a montré sa position ferme et solide en réaffirmant une fois de plus que la lutte armée est le seul chemin pour la libération de la Palestine. Il a démontré son rejet aux négociations et aux accords de paix injustes. L'Intifada, qui est parvenue à déplacer le centre et la base de la révolution palestinienne au territoire même

de la patrie usurpée, a accumulé après 18 années de lutte de grandes expériences dans des tactiques politiques et militaires, et aujourd'hui, elle est dans des conditions adéquates pour entamer une nouvelle étape favorable à sa lutte stratégique. Elle est parvenue à défier l'Etat sioniste en son point le plus faible, quand elle a parié, avec l'ennemi, que le conflit se déroule entre deux forces militaires, et dans les champs de bataille purement militaires, loin des civils. L'initiative de la Direction Nationale Unifiée de l'Intifada, de respecter les civils israéliens, est un reflet de la maturité politique de sa direction révolutionnaire, et ouvre de nouvelles possibilités réelles de victoire du peuple palestinien.

La situation actuelle en Palestine, la révolution palestinienne représentée par l'Intifada qui a assumé la lutte armée comme seule solution pour la libération de la Palestine et la décomposition systématique du sionisme, ouvre la possibilité de la résolution, au moyen de la lutte, d'un conflit historique. Dans la société israélienne, il existe une vaste masse d'opprimés par un oppresseur homogène. C'est vrai que l'Etat sioniste d'Israël ne pourra pas être démantelé uniquement par l'impact du soulèvement national palestinien, avec une lutte armée d'un seul côté. Mais il est certain que la lutte nationale palestinienne peut faire apparaître un secteur israélien exploité, qui se soulève, s'identifie et s'unit avec la lutte du peuple palestinien contre l'Etat sioniste-capitaliste.

Voilà le chemin qui pourrait sauver les exploités, tant palestiniens qu'israéliens, du piège mortel du sionisme, un régime qui démontre de manière chaque fois plus ouvertement son caractère fasciste, nazi et impérialiste. Voilà la tâche historique des socialistes israéliens aujourd'hui : préparer le terrain israélien pour développer la lutte de l'Intifada vers la Libération Nationale contre un ennemi commun.

Le programme politique de la gauche sioniste, qui a pris part des négociations de Genève de l'année passée, a l'objectif explicite de désarmer l'Intifada avec des propositions capitalistes non viables "d'une paix entre égaux". L'actuel programme politique du FATAH et de l'ANP n'est pas très différent du programme de la gauche sioniste. Il ouvre les portes à l'impérialisme, avec un comportement lâche. Ces mouvements, même s'ils ont des potentialités révolutionnaires, se caractérisent par une conduite contre-révolutionnaire.

Le gouvernement sioniste d'Israël n'acceptera jamais le défi de l'Intifada, qui est placé dans le cadre d'une force militaire avec des possibilités de faire face à son armée, en guerre de guérilla, et qui peut causer les pires pertes jusqu'à présent.

Pour éviter ce défi et diminuer son importance militaire, le gouvernement sioniste d'Israël a assassiné deux grands chefs de l'Intifada et continuera ses attaques contre des civils palestiniens, provoquant des massacres encore pires. Israël essaye d'affaiblir la stratégie politique et militaire et de provoquer l'Intifada, qui à son tour devra répondre de la même façon à un Etat né du crime et qui utilise des civils pour justifier sa politique terroriste.



## Points de vue

# Un déluge d'opportunisme parcourt le monde A propos des chemins de la gauche

**Martín Hernández**

Membre de la direction de la  
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

En peu de temps, le gouvernement Lula a déjà créé une énorme frustration pour des milliers d'activistes du Brésil et du monde.

La question est que les personnes ont en mémoire et se rappellent quand Lula montait aux tribunes pour attaquer les patrons et leurs gouvernements. Qui peut oublier les grèves métallurgiques des années 78 et 79, ou la campagne électorale de 82, quand Lula disait : "patron de l'officialisme ou patron de l'opposition, c'est toujours un patron" ? Aujourd'hui Lula ne monte pas aux tribunes ouvrières, ou alors, quand il le fait, c'est pour défendre le grand capital, celui pour qui il gouverne.

Se sont des milliers d'activistes, fondamentalement ceux qui sont confiant dans le potentiel des travailleurs, dans la révolution et le socialisme, qui sont abasourdis avec ce changement et cherchent une explication.

Comme première réponse, on pourrait dire que cela arrive parce que Lula n'a jamais été un dirigeant révolutionnaire, et ne s'est d'ailleurs jamais considéré comme tel.

Toutefois cet argument, bien que vrai, ne peut expliquer que partiellement les actuelles positions de Lula, mais comment expliquer ce qui se passe avec plusieurs de ses collaborateurs directs qui, eux, se considéraient comme socialistes et révolutionnaires ?

José Genoíno, l'actuel président du PT, a été emprisonné et torturé par les militaires comme membre de la guérilla d'Araguaia, une guérilla dirigée par le PCdoB maoïste dont fait actuellement partie le ministre Aldo Rebelo. Plus tard, Genoíno a rompu avec ce parti pour en fonder un autre plus à gauche, le PRC, qui compte lui l'actuel ministre Tarso Genro parmi ses dirigeants. Les ministres Palocci et Gushiken ont fait partie pendant de nombreuses années du CORQUI, une organisation trotskiste internationale ; et en tant que militants de cette organisation, ils n'ont cessé de répéter que la seule issue pour le Brésil et le monde était la révolution socialiste. Le ministre Rosetto (du Secrétariat Unifié) revendique la IV<sup>ème</sup> Internationale, le parti fondé par

Léon Trotski avec l'intention de donner un commandement à la révolution mondiale.

Ces dirigeants, avec tous ces antécédents, participent aujourd'hui non seulement au gouvernement capitaliste de Lula, mais plusieurs d'entre eux rendent honneur aux grands ennemis des travailleurs. Par exemple, Genoïno est l'interlocuteur préféré des mêmes militaires qui l'ont torturé et l'ancien trotskiste Palocci est l'"enfant gâté" du gouvernement américain et du FMI.

Mais le fait que des dirigeants de la gauche réformiste, et de la gauche révolutionnaire, soutiennent des gouvernements bourgeois ou en font partie n'est pas une particularité brésilienne.

Il y a des dizaines de pays dans le monde où on retrouve cette situation. Pour ne parler que de l'Amérique Latine, il suffit de voir l'expérience de l'Argentine, où une bonne partie de la gauche a soutenu le gouvernement de l'ancien président De La Rúa et y a été intégré ; ou le cas du Venezuela où presque toute la gauche est divisée entre ceux qui soutiennent le gouvernement bourgeois de Chávez et ceux qui font partie du front putschiste bourgeois financé par les Etats-Unis ; ou le cas du Pérou, où Toledo est arrivé au gouvernement avec le soutien d'une bonne partie de la gauche ; ou le cas de la Bolivie où le président Mesa se maintient au gouvernement grâce au soutien du MAS, dont font partie bon nombre de dirigeants qui jusqu'il y a peu de temps dirigeaient la gauche révolutionnaire de ce pays, comme c'est le cas pour Filemón Balayer et Pablo Solón.

Avec ces quelques données il s'avère évident que les activistes ne doivent pas seulement découvrir ce qui s'est passé avec Lula, mais ce qui s'est passé avec la gauche, parce qu'une chose est évidente : depuis quelques années, fondamentalement à partir de la chute du Mur de Berlin, la gauche en général et **la gauche révolutionnaire en particulier n'est plus reconnaissable.**

### **La "Démocratie" pour faire face à la révolution**

Pour comprendre ce changement profond dans la gauche, il faut remonter à 1975. En cette année la principale puissance économique et militaire de la planète, celle des Etats-Unis, a été mise en échec par les masses d'un petit pays : le Vietnam.

A partir de cette défaite, l'impérialisme américain n'a plus été en mesure d'envoyer ses armées pour envahir, de façon non-discriminée, n'importe quel pays du globe pour faire face aux processus révolutionnaires. Les masses des Etats-Unis même le lui empêchaient. C'est ce qu'on a appelé le "syndrome du

Vietnam". D'autre part, les dictatures militaires s'étaient avérées incapables de contenir la montée des masses. Face à cette réalité, l'impérialisme américain a été obligé de changer de politique. Pour maintenir sa domination coloniale et faire face aux processus révolutionnaires, il a laissé au second plan les coups d'Etat et les invasions militaires et il a commencé à utiliser le vote, les parlements, la légalisation des partis, c'est-à-dire l'ensemble des institutions de la démocratie bourgeoise. Cela a été une politique de "réaction démocratique".

Cette tactique de l'impérialisme, dans la mesure où elle était une tentative de répondre à la défaite du Vietnam et à la montée révolutionnaire des masses, était essentiellement défensive, mais elle a été transformée en offensive quand elle est devenue l'instrument principal d'un plan féroce de recolonisation, qui a eu comme résultat le plus remarquable la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers.

Déjà avant la restauration du capitalisme dans l'Est européen, cette politique de "réaction démocratique" a causé des dommages énormes dans la plupart des organisations de gauche au niveau mondial.

La guérilla sandiniste, après avoir pris le pouvoir au Nicaragua, n'a pas exproprié la bourgeoisie. Au contraire, au moyen de mécanismes de la démocratie bourgeoise, elle a cédé le pouvoir à Violeta Chamorro et par cette voie l'a restitué à l'impérialisme lui-même. La guérilla du Salvador s'est intégrée aux "Plans de Paix" et a cessé de combattre quand elle avait le contrôle sur les deux tiers du pays. L'OLP, dirigée par Yasser Arafat, a aussi abandonné définitivement la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël et la construction d'une Palestine laïque et démocratique, au nom des "plans de Paix" de l'impérialisme. Plusieurs Partis Communistes d'Europe et dans d'autres régions du monde (y compris au Brésil) ont été transformés en "eurocommunistes" avec un discours "démocratique", ce qui n'a pas été autre chose que le début d'un processus de social-démocratisation en cherchant une plus grande indépendance du Kremlin et une plus grande dépendance des Etats impérialistes européens. Dans l'ancienne URSS, Gorbatchev s'est transformé en un agent direct de l'impérialisme ; il fait des pas décisifs en direction de la restauration du capitalisme et il a gagné la sympathie d'une bonne partie de la gauche révolutionnaire avec un discours démocratisant. Finalement, au Brésil, la même gauche qui avait fait face héroïquement à la dictature a commencé à être intégrée au régime avec la chute de celle-ci. Des milliers d'activistes apparus dans les luttes contre la dictature abandonnent les usines, les banques, les écoles et le travail rural, pour se transformer en députés, sénateurs, conseillers municipaux, maires, dirigeants des appareils

syndicaux ou consultants de toute espèce. De cette manière, peu à peu, l'impérialisme parvient à domestiquer la plus grande partie de la gauche brésilienne, par l'intermédiaire du PT.

Cet ensemble de faits montre que la vieille gauche anti-impérialiste a capitulé directement à l'impérialisme par la voie de la réaction démocratique, une situation qui a avancé de façon qualitative avec la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers.

### **Un déluge d'opportunisme**

La restauration du capitalisme, dans la plupart des cas, n'est pas venue de la main de coups contre-révolutionnaires mais des institutions de la démocratie bourgeoise. C'est ce qui a établi les bases objectives de la campagne idéologique de l'impérialisme, qui essayait de montrer la supériorité du capitalisme sur le socialisme et, plus concrètement, la supériorité de "la démocratie comme valeur universelle" sur les "dictatures", qu'elles soient bourgeoises ou prolétariennes. Ces idées ont rempli d'enthousiasme non seulement les réformistes mais aussi beaucoup de révolutionnaires qui, d'un jour à l'autre, ont découvert que les différences entre les réformistes et les révolutionnaires étaient une histoire du passé et qu'il s'agissait maintenant de construire de nouveaux partis avec les "réformistes honnêtes". Autrement dit, ces "révolutionnaires", entre lesquels il faut signaler au niveau international le Secrétariat Unifié (Démocratie Socialiste au Brésil), étaient devenus des réformistes.

Le marxisme en général, et Lénine en particulier, ont su démontrer que tout Etat a un caractère de classe et que tout Etat capitaliste, même s'il se présente sous des formes démocratiques bourgeoises, est une dictature ; et qu'en plus, l'Etat des travailleurs sera aussi une dictature, mais une dictature de la vaste majorité de la population contre la minorité privilégiée.

Mais la bourgeoisie fait tout pour dissimuler le caractère dictatorial de tous ces régimes en essayant de démontrer que ses "démocraties" ne sont pas des dictatures de classe, mais des "gouvernements du peuple". Toutefois, l'histoire se charge de démontrer à maintes reprises le contraire, comme dans l'expérience récente de la Bolivie, où le gouvernement constitutionnel de Sánchez de Lozada a assassiné plus de quatre-vingt personnes.

Dans le passé, la gauche révolutionnaire a toujours pointé du doigt la farce de la démocratie bourgeoise et a défendu l'Etat des travailleurs et du peuple contre elle, c'est-à-dire la dictature du prolétariat ; mais à partir de la restauration du capitalisme, la majorité de la gauche a découvert aussi "la valeur universelle de la démocratie" et a commencé à faire ce que les

réformistes font depuis des dizaines d'années : se démener pour quelques réformes de l'Etat capitaliste et laisser le socialisme pour les beaux discours des jours de fête. Autrement dit, la vaste majorité de la gauche révolutionnaire (ou ex-révolutionnaire) a tiré une conclusion fondamentale : **la classe ouvrière ne pouvait pas ou ne devait pas prendre le pouvoir.**

Gorriarán Merlo, qui a été un des hauts dirigeants d'une des plus importantes organisations de guérilla en Amérique latine, l'ERP argentin, qui s'est rendu célèbre pour avoir assassiné l'ancien président du Nicaragua, Anastasio Somoza et pour avoir dirigé dans son pays l'occupation de la caserne de la Tablada, a résumé en peu de mots la pensée de la majorité de l'ancienne gauche révolutionnaire dans le cadre de la réaction démocratique et de la restauration du capitalisme.

*"Du point de vue du mouvement révolutionnaire, le but était de prendre le pouvoir pour rejoindre le bloc socialiste, que nous considérions proche à nos principes. Et comme les possibilités électorales étaient limitées, la méthode de lutte consistait dans l'utilisation de toutes les formes de résistance, y compris la résistance armée.*

*Cette période a pris fin entre la fin des années 80 et le début des années 90, avec l'effondrement de l'Est européen "*<sup>1</sup>

Après la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers, une bonne partie des activistes de gauche ont abandonné le militantisme, mais ceux qui sont restés actifs ont, dans la plupart des cas, cherché de nouvelles orientations. En général, étant donné qu'on ne pouvait pas penser au pouvoir, la seule politique "réaliste" était d'essayer de réformer l'Etat bourgeois et ses institutions par la voie électorale. Ainsi, un néoréformisme (sans réforme) a vu le jour et devait avoir son expression organisationnelle dans des milliers d'ONG, dans une série de partis révolutionnaires transformés en appareils électoraux et dans la direction du Forum Social Mondial qui "a découvert" que, sans faire la révolution socialiste et sans que les travailleurs prennent le pouvoir, "un autre monde est possible".

Pour justifier l'abandon des positions révolutionnaires les plus élémentaires, on a construit, ou ressuscité, un tas d'idéologies. Ainsi, les vieilles consignes qui ont illuminé la révolution bourgeoise : "liberté, égalité et fraternité", ont été glorifiées par toute sorte d'anciens guérilleros, d'anciens staliniens et aussi, regrettablement, par des milliers d'anciens trotskistes, et elles ont été utilisées - elles sont utilisées - pour justifier les plus grandes trahisons telles que la participation de la gauche révolutionnaire dans des gouvernements capitalistes. Cette pression de la réaction démocratique est

tellement grande que même des secteurs de la gauche révolutionnaire qui ne soutiennent pas ces gouvernements capitalistes y succombent.

Par exemple en Argentine une importante organisation qui se revendique trotskiste, le MST, a fait face à tous les gouvernements bourgeois, mais cela ne l'a pas empêché de s'opposer fortement aux masses quand celles-ci ont refusé d'aller voter. Le fait est que ces secteurs sentent la terre s'ouvrir sous leurs pieds quand les élections sont menacées. Personne ne peut douter qu'il s'agisse de secteurs de gauche, mais ils ne dépassent pas le seuil d'être la gauche du régime.

Au Brésil, les "radicaux" du PT ont rompu avec le parti et font face au gouvernement, mais ce secteur, composé dans sa majorité par des gens qui se revendiquent comme socialistes et révolutionnaires, ne parvient pas à rompre avec le régime ; c'est pourquoi il a décidé de construire un parti avec les "réformistes honnêtes". Cet état de choses, qui était impensable il y a 20 ans, est devenu presque une routine après la restauration du capitalisme dans les Etats ouvriers, et il faut y voir précisément l'abandon, par ces secteurs, de la lutte pour la révolution socialiste et pour le pouvoir des travailleurs.

Toutefois, bien qu'ils refusent de combattre pour le pouvoir, le problème du pouvoir est à l'ordre du jour dans plus d'une occasion. L'Equateur, l'Argentine, la Bolivie... mettent ces secteurs dans l'obligation de donner une réponse sur ce terrain. Le problème est que, en cohérence avec leur stratégie, il ne s'agit jamais d'une réponse de classe, mais toujours sur le terrain du régime : des élections ou, dans la meilleure des hypothèses, des élections pour une Assemblée Constituante.

En synthèse, à partir de la restauration capitaliste dans les Etats ouvriers, toute la gauche - la réformiste et la révolutionnaire - a été emportée par un ouragan opportuniste.

## **Les perspectives**

Il est certain que beaucoup d'activistes, frustrés par les trahisons de Lula et des dirigeants de gauche qui l'accompagnent, se demanderont s'il y a des possibilités que cette situation change. Quand arrivera la montée des masses, n'est-il pas possible que ces dirigeants se mettent à la tête de la lutte révolutionnaire pour la diriger jusqu'à la victoire ? Même au risque de créer une nouvelle frustration, il faut répondre d'une façon catégorique. Il n'y a aucune possibilité qu'il en soit ainsi. De plus, si la révolution brésilienne explose, ce que nous verrons de ces dirigeants ne sera autre chose qu'encore davantage de trahisons. C'est ce que nous voyons, d'autre part, déjà en Argentine et en Bolivie.

Et tout cela n'arrive pas parce qu'il s'agit pas de révolutionnaires avec des idées confuses. Au contraire, il s'agit de secteurs gagnés par le régime capitaliste à partir des privilèges matériels que ce régime leur accorde ; avec beaucoup de raison, le marxisme nous a enseigné qu'aucune classe, qu'aucun secteur social ne renonce à ses privilèges.

Cette génération d'anciens révolutionnaires représentée par les Dirceus, par les Genoínos ou par les Paloccis est une génération de dirigeants définitivement perdue pour la révolution. Toutefois, cette conclusion ne doit pas nous emmener au pessimisme parce qu'au Brésil, comme dans le reste du monde, il existe plusieurs milliers de révolutionnaires qui ont préféré se maintenir fidèles à leur classe et ne pas accepter les miettes du pouvoir bourgeois. Beaucoup d'entre eux sont actifs, d'autres sont fatigués, mais ni ceux-ci ni ceux-là ont été corrompus. D'autre part, la révolution brésilienne qui est en gestation permettra - en fait, permet déjà - le surgissement d'une nouvelle génération de militants qui saura se mettre à la tête des nouveaux événements. Il s'agit bien sûr de se battre pour que ces deux générations se retrouvent. En ce sens, l'affirmation du vieux Trotski reste toujours d'actualité : *"Il n'y a que l'enthousiasme frais et l'esprit belligérant de la jeunesse qui peuvent assurer les premiers triomphes de la lutte et eux seulement restitueront les meilleurs éléments de la vieille génération sur le chemin révolutionnaire. Il a toujours été ainsi et il en sera toujours ainsi.*

*(...) A bas le bureaucratisme et le carriérisme !! Place à la jeunesse !  
Place aux femmes travailleuses !"<sup>2</sup>*

---

<sup>1</sup> "Memorias de Enrique Gorriarán Merlo - De los setenta a La Tablada" - Planeta - P. 533.

<sup>2</sup> Léon Trotski – Programme de Transition – dernier sous-titre

## Dossier

# L'actualité de Lénine à 80 ans de sa mort L'impérialisme ouvre une époque de guerres et de révolutions

**Jonas Potyguar**

Membre de la direction de la  
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Marx a étudié en détail le système capitaliste mais n'a pas pu voir sa transformation en impérialisme. La plus grande contribution de Lénine à la théorie marxiste est l'étude et la caractérisation de cette étape particulière, supérieure, du capitalisme. Toutes les grandes stratégies du léninisme vont découler de cette analyse de la réalité du capitalisme mondial.

Lénine synthétise son analyse de la manière suivante :

*« Il faut commencer par définir, de la manière la plus précise et complète possible, ce qu'est l'impérialisme. L'impérialisme est une phase historique spéciale du capitalisme qui a trois particularités : l'impérialisme est*

- (1) capitalisme monopoleur ;*
- (2) capitalisme parasitaire ou en décomposition ;*
- (3) capitalisme agonisant.*

*La substitution de la libre concurrence par le monopole est la caractéristique économique fondamentale, l'essence de l'impérialisme. Le monopole se manifeste en 5 formes principales :*

- 1) cartels, consortiums et trusts ;*
- 2) situation monopoleuse des banques (...);*
- 3) conquête des sources de matières premières par les trusts (...);*
- 4) le partage (économique) du monde entre les cartels internationaux a commencé (...);*
- 5) le partage territorial du monde (des colonies) est achevé. »<sup>1</sup>*

Tous ces éléments ont été développés à l'extrême dans ce que l'on appelle aujourd'hui la « globalisation », sans que le système impérialiste aie changé qualitativement : la domination du monde par les transnationales est en train de se compléter par la fureur néo-libérale, où 3 ou 4 grandes transnationales dominent chacune des grandes branches productives (pétrochimie, automobile, informatique, armement, alimentaire, etc.). Les banques mettent la main sur le gros des profits de ces grandes entreprises, en monopolisant le

capital « productif » et aussi le « spéculatif », ce qui constitue un des axes du néolibéralisme. La conquête des sources de matières premières et le partage du monde colonial se fait depuis longtemps et avance vers une nouvelle répartition. L'objectif est que les transnationales dominent plus directement, de manière plus vaste et plus profonde les pays coloniaux et semi-coloniaux. Ce à quoi nous assistons est la recolonisation du monde, qui fut aussi un des axes du néolibéralisme.

L'impérialisme est un système mondial d'oppression coloniale et d'étranglement financier de l'immense majorité de la population de la planète par un nombre restreint de pays « avancés », au service des grandes entreprises transnationales et d'un club sélecte de magnats.

L'internationalisation de la production a atteint un degré jamais vu, qui s'étend sur tout le globe au service de la production de marchandises, tout le processus productif demeurant extrêmement coordonné au niveau international (dans le cadre des transnationales, sans mettre un terme à l'anarchie de la production capitaliste).

Pour Lénine, ce changement d'étape du capitalisme en impérialisme, représente aussi **un changement d'époque historique** : on passe de l'étape de l'enfance du capitalisme (la libre concurrence), dont le développement est relativement « pacifique », à la phase adulte (ou plutôt sénile) des monopoles, de l'impérialisme : une époque de grandes confrontations de classes, de guerres et de révolutions.

Tant que ce système d'exploitation et d'oppression s'appuiera sur la propriété privée des moyens de production (les entreprises privées), il ne pourra pas se passer des guerres, qui sont le résultat naturel de la lutte pour les marchés et les matières premières. La force des armes est celle qui décide en dernier ressort des nécessités du système impérialiste. Ceci a été démontré lors de deux guerres mondiales, de plusieurs guerres contre-révolutionnaires et des guerres coloniales. L'invasion de l'Iraq au service des transnationales et des banques américaines (dont les propriétaires se frottaient les mains au lendemain de la prise Bagdad) en est la preuve la plus récente.

Aujourd'hui, cette caractérisation de l'impérialisme paraît évidente, mais en ce temps là, au début du XX<sup>ème</sup> siècle, on s'imaginait, par exemple, que l'impérialisme était une « politique » et qu'il n'avait pas de racines profondes dans l'économie et dans l'émergence des monopoles. En ce moment, il y en avait beaucoup, y compris Kautsky (déjà en 1915), qui disaient que l'on pouvait changer l'« orientation » de l'impérialisme. C'est ce que répètent aujourd'hui ceux qui veulent lutter contre le « néolibéralisme » sans lutter

contre l'impérialisme. Comme si l'impérialisme n'était pas un « système » mais une politique économique que l'on résoudrait par le simple changement de Bush par Kerry. Mais celui qui pense ainsi se trompe. En général, les réformistes raisonnent de cette manière quand ils ne participent pas au gouvernement, et quand ils y arrivent, ils déposent les armes et reconnaissent que « la globalisation est inévitable », car ils ne veulent pas lutter contre le système.

Vers 1915-1920, il y avait une grande polémique avec les réformistes « sociaux-démocrates », les grands-parents de Blair-Schroeder-Lula, qui dirigeaient des partis ouvriers de masses, particulièrement le parti allemand. Kautsky (un des dirigeants les plus importants de la social-démocratie en Allemagne, qui était « la patrie du marxisme ») polémiquait avec Lénine en offrant une autre vision du processus de développement du capitalisme. Sa théorie du « super-impérialisme » défendait que l'internationalisation du capital apporterait la paix entre les peuples à partir d'une harmonisation de la production mondiale, conquise par les trusts (les transnationales d'aujourd'hui). C'est-à-dire que l'affrontement entre les divers impérialismes pour le partage du monde serait supplanté par l'exploitation générale du monde par le capital financier, uni à l'échelle internationale. Par son contenu cette « théorie » essayait de démontrer l'impossible : que sous la domination du capital financier, les contradictions s'atténueraient au lieu de s'accroître. La réalité des guerres mondiales a balayé cette illusion qui, entre-temps, servait à justifier la trahison de ces dirigeants qui ont soutenu « leurs » bourgeoisies dans la guerre impérialiste.

De nos jours, un italien, Toni Negri, suit le même chemin que Kautsky : pour lui, l'impérialisme n'existe plus. Il y a maintenant un « empire du capital » qui n'a plus de nationalité ni de maisons-mères, qui s'est éloigné de sa base territoriale (l'Etat national) et qui, par conséquent, n'a plus besoin de l'Etat comme garant de ces entreprises qui ont cessé d'être américaines, allemandes ou japonaises. Les contradictions du système s'atténuent et on avance vers le contrôle par des organisations supranationales, considérées comme des superstructures de l'« empire ». Encore une fois, ces « théories » ne correspondent pas à la vie réelle et représentent une capitulation à l'impérialisme ; il s'agit de camoufler sa domination.

L'Etat impérialiste est vital pour garantir la domination de ces entreprises transnationales, dont 85% sont américaines ou européennes. Pour se partager le monde et le recoloniser, il faut utiliser la force. Voilà pourquoi les forces armées impériales (dont les casques bleus de l'O.N.U.) sont de plus en plus utilisées pour imposer le contrôle des sources de matières premières de la

planète. C'est dans ce but que l'Etat national américain dispose actuellement de troupes dans 180 pays.

La « globalisation » n'est rien de plus ni de moins que l'impérialisme, définit scientifiquement par Lénine en 1916. Ce n'est pas une nouvelle étape du capitalisme mais un pas de plus dans l'internationalisation de la production mondiale ainsi qu'un pas de plus dans la décadence de ce système.

La nouvelle recolonisation du monde entraîne les guerres coloniales et avec elles la preuve de la fausseté de l'argument de Tony Negri. L'Etat national reste fort et en vigueur dans tous les pays impérialistes en tant que garant de la domination du monde de la part des entreprises et des banques transnationales. Mais ce n'est pas tout : les gouvernements sont les agents directs de ces entreprises. Il suffit de voir les relations « charnelles » de Bush et de son staff avec les compagnies pétrolières.

« *L'impérialisme est le capitalisme agonisant* » : beaucoup disent que ceci est une exagération de Lénine, que la vie a démontré qu'il n'en est rien. Ceux qui disent cela doivent, soit vivre dans une tour de cristal (parce que même en vivant au Etats-Unis, on ne peut cesser de voir la décomposition et la pauvreté de secteurs entiers de la population, principalement les noirs et les immigrants), soit être des fétichistes qui se laissent bernier par la belle façade de la société de consommation. Dans le dernier cas, il faut prendre en considération, comme l'a dit Marx, que dans le capitalisme la beauté des marchandises se transforme en une destruction de l'homme et de la nature.

L'alternative pour le monde d'aujourd'hui est le socialisme (la destruction de l'impérialisme par une révolution violente des travailleurs de la campagne et de la ville) ou la barbarie impérialiste des guerres et de la destruction. Il suffit de voir la faim et les épidémies dans certaines régions du continent africain ou les poches de cette misère dans chacune des grandes villes.

Le sous-produit de l'offensive impérialiste contre les peuples (dans son nouveau rêve de recolonisation et de domination coloniale et de classe) est en train de donner lieu à une situation révolutionnaire partout dans le monde, plaçant à l'ordre du jour des révolutions prolétariennes dans plusieurs pays, en commençant par les pays coloniaux et semi-coloniaux. L'impérialisme avec toute sa force, avec le plus grand appareil militaire jamais imaginé, n'est pas capable de mettre en échec des pays comme l'Iraq ou même l'Intifada palestinienne.

## **Le mouvement ouvrier se divise entre réformistes et révolutionnaires**

L'avènement de l'impérialisme a changé complètement le monde. Cela a bouleversé tout « l'ordre » des choses dans tous les aspects de la vie. L'impérialisme a corrompu une partie du mouvement ouvrier en commençant par sa crête, un secteur de « l'aristocratie ouvrière » et d'importants secteurs de l'intellectualité. Cet embourgeoisement, qui a commencé en Angleterre, a été un produit du pillage colonial dont une petite partie a été distribuée entre les classes opprimées de ces mêmes pays impérialistes. Ceci a produit une couche de véritables « agents » de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. « C'est la partie subornée avec les super-bénéfices impérialistes ».

*« La bourgeoisie a fait naître, a élevé et s'est assujéti les "partis ouvriers bourgeois" des réformistes dans tous les pays (...) du point de vue économique, l'aristocratie ouvrière a mûri et a franchi le pas vers la bourgeoisie (...) Sur la base économique, les institutions politiques du capitalisme moderne – presse, parlement, syndicats, congrès, etc. – ont créé des prébendes et des privilèges politiques qui correspondent aux économiques, pour les employés et les travailleurs respectueux, dociles, réformistes (...) La bourgeoisie impérialiste attire et récompense les représentants et les adeptes des « partis ouvriers bourgeois » avec des postes bien payés et confortables, dans un gouvernement, un parlement, des commissions, la direction de syndicats ouvriers (...) Et c'est dans ce même sens qu'agissent les organismes de la démocratie bourgeoise. »<sup>2</sup>*

Cette aristocratie ouvrière, achetée par l'impérialisme, est devenue la base sociale des partis opportunistes de masses de la II<sup>ème</sup> Internationale et aussi, de cette façon, le soutien social de la bourgeoisie. Ceci a été démontré clairement quand, en 1914, les grands partis ouvriers de masses de l'Europe, marxistes, ont soutenu « leurs » bourgeoisies dans la première guerre mondiale, abandonnant ainsi l'internationalisme prolétarien défini dans le Manifeste Communiste et défendant le fait que des travailleurs tuent d'autres travailleurs, pour la défense de « leurs » patries.

Les axes politiques de ce courant opportuniste se résument en ceci : remplacer la lutte entre les classes par la collaboration entre les classes ; abandonner la dictature du prolétariat et se mettre à « défendre la démocratie » ; renoncer à la lutte révolutionnaire pour un cadre d'actions « légales », parlementaires ; et un manque de confiance dans la révolution.

Le réformisme est un courant du mouvement ouvrier et social que la bourgeoisie utilise pour tromper les pauvres. Quand la bourgeoisie

« concède » des réformes, elle essaye toujours de faire marche arrière et de les utiliser pour tromper et diviser les travailleurs. Aucune réforme n'est suffisamment solide pour durer sous le capitalisme. La bourgeoisie essaye de corrompre un secteur de la classe ouvrière pour perpétuer l'esclavage salarial. Mais l'histoire a démontré à mainte reprise que les grandes réformes sont toujours un produit collatéral de grandes luttes et révolutions, jamais, dans aucun cas, le résultat de négociations en haut-lieu. Par exemple : la montée révolutionnaire qui a suivi la Deuxième Guerre Mondiale et qui a menacé de prendre le pouvoir dans toute l'Europe, a obligé l'impérialisme à « accorder » « l'Etat Providence » qui perdure jusqu'à nos jours et que la bourgeoisie européenne essaye de mettre en quarantaine et de détruire.

En réalité, le réformisme et les réformistes n'obtiennent jamais une réforme sérieuse, au contraire, ils sont les fossoyeurs des réformes. Partout, les bourgeoisies et les parlementaires (réformistes et néo-libéraux) négocient la fin des réformes en échange des 30 pièces de Judas.

La nouvelle phase du capitalisme, l'époque des guerres et des révolutions, avec la corruption d'un secteur de la classe ouvrière, a engendré la division du mouvement ouvrier et a provoqué la fin du parti « unique » de la classe ouvrière, qui a prédominé à toute l'époque « pacifique » du développement capitaliste. Depuis lors, le mouvement de masses se divise entre le soutien à des partis réformistes (sociaux-démocrates), parlementaires, avec fonctionnement relâché, et l'émergence de partis révolutionnaires, avec un fonctionnement centralisé démocratiquement. De plus, une gamme de courants intermédiaires, que Lénine qualifiait de centristes ou réformistes « honnêtes », est apparue. Ces derniers représentent le pire type de réformisme, parce qu'avec leurs « bonnes » intentions, ils trompent mieux les masses.

Les centristes sont précisément la dernière « digue de contention » pour maintenir l'avant-garde révolutionnaire séparée de la tâche de la construction d'un véritable parti léniniste. Etant donné que les grands réformistes se sont démasqués rapidement devant les masses par leurs trahisons évidentes à la cause prolétarienne, les centristes essayent d'attirer les secteurs qui commencent à rompre avec le réformisme pour les embrigader dans une « semi-rupture » avec les réformistes et la bourgeoisie. Ce sont les pires ennemis du mouvement révolutionnaire des travailleurs car ils se sont déguisés de façon mimétique dans les rangs du mouvement socialiste, marxiste révolutionnaire.

Comment fait le réformisme pour tromper les travailleurs ?

« Le réformisme s'adapte au parlementarisme bourgeois, en dissimulant le caractère *bourgeois* de la démocratie contemporaine et en réclamant seulement son extension, son application complète. »<sup>3</sup>

Voici la grande consigne actuellement de tous les réformistes, intellectuels, « gauchistes » : la démocratie « radicale », « l'extension » de la démocratie. Maintenant, le Secrétariat Unifié de la IV<sup>ème</sup> Internationale a inventé la démocratie « sans limites », en se transformant en aile d'extrême gauche... de la démocratie bourgeoise !!!

**La principale conclusion tirée par Lénine**, qui change tout le fonctionnement de n'importe quelle organisation dans le mouvement ouvrier, est qu'à partir de l'avènement de l'impérialisme et de la corruption d'une partie de la classe ouvrière par la bourgeoisie, il faut ajouter au principe marxiste fondamental qu'est la lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme, un autre principe marxiste : la lutte implacable contre les agents de la bourgeoisie dans le mouvement de masse. « Il n'y a pas de doute que cette lutte est le principal problème immédiat de l'Internationale. **Une lutte contre l'impérialisme qui n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme est une phrase vide ou une tromperie.** »<sup>4</sup> « Ces éléments sont nos ennemis de classe. Ils sont passés dans le camp de la bourgeoisie (...) Ce sont des bourgeois dans le mouvement ouvrier ».<sup>5</sup> Ce sont des « impérialistes ».

C'est pourquoi, Lénine plaide en faveur d'une lutte internationale, non seulement pour une rupture politique, ce que beaucoup défendaient en ces temps-là, mais aussi pour une rupture organisationnelle à tout niveau. Il fallait former des partis séparés et une nouvelle Internationale, la III<sup>ème</sup>, pour remplacer la II<sup>ème</sup> qui, selon les termes de Rosa Luxemburg, s'était transformée en un « cadavre malodorant ».

La rupture est tellement profonde qu'elle arrive, naturellement, jusqu'à la base sociale des organisations. Tandis que la base des partis réformistes est l'aristocratie ouvrière, la base des partis révolutionnaires doit être, selon Lénine, la « masse inférieure » non corrompue ; il faut aller « plus bas et plus au fond, aux véritables masses ».

A tout ce processus de corruption qui s'est produit à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup>, s'est ajouté la corruption et la bureaucratisation de toute l'avant-garde mondiale par les « Etats Ouvriers Bureaucratiques ». La défaite de la révolution européenne et l'isolement de l'URSS ont donné lieu à une « contre-révolution » interne, effectuée par une bureaucratie usurpatrice, qui à expulsé les ouvriers du pouvoir et s'est mise à l'exercer au

service de ses privilèges, comme une « caste » qui parasite l'organe ouvrier, non capitaliste mais déjà profondément dégénéré à tous les niveaux.

A tout cela s'est ajouté un long processus de paix « relative » dans les pays impérialistes (le boom européen d'après-guerre et la domination du monde par les Etats-Unis) qui, grâce à l'exploitation et la destruction, a donné lieu au retard et à l'esclavage des colonies, et à des super-profits dont une petite partie a été distribuée à la classe ouvrière et à la petite bourgeoisie des pays impérialistes, ce qui s'est manifesté dans ce qu'on appelle « l'Etat-Providence ». Ces « miettes » ont servi pour créer la domination de la social-démocratie dans le mouvement social et de mettre en vitrine la « paix sociale » et la démocratie dans ces pays. La majorité de la gauche d'aujourd'hui, principalement celle « du monde civilisé » impérialiste, est le produit de 55 années de la « paix » du « bien-être » relatif dans les pays avancés. Elle est la fille dialectique de ces « privilèges » qui tombent de la table du banquet impérialiste, et c'est pourquoi elle se laisse si facilement attraper par la « démocratie » impérialiste.

Ce fait objectif, qui amène les masses des pays avancés à défendre sincèrement « cette » démocratie comme une conquête, a influencé directement les masses des anciens Etats Ouvriers dans leur adhésion à la « démocratie bourgeoise », qui allait de pair, comme il ne pourrait pas en être autrement, avec la restauration capitaliste.

Ce sont des faits objectifs d'une telle ampleur historique qui produisent cette capitulation tellement « unanime » de la gauche mondiale face à la « démocratie ».

Ce sont de tels faits qui ont amené une bonne partie de la gauche trotskiste européenne à franchir la barrière de classe : aujourd'hui le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale et d'autres secteurs anciens trotskistes parlent de construire des partis d'un « nouveau » type : ce que l'on appelle les « partis anticapitalistes », dans lesquels on efface les différences entre réformistes et révolutionnaires, ce qui se traduit par une tentative d'effacer de la conscience des révolutionnaires un des principaux enseignements de Lénine : « la première condition du véritable communisme est de rompre avec l'opportunisme ».

### **Un bond en avant dans le partage du monde et la colonisation**

A partir de l'étude de l'impérialisme, Lénine a vu qu'un des axes fondamentaux du système est l'oppression et l'exploitation des colonies, même au prix de guerres mondiales, pour garantir un « partage » de ces

colonies entre les différents bandits impérialistes. De là, il tira la conclusion suivante pour le programme :

« ...le point central dans le programme social-démocrate doit être la division des nations entre celles qui oppriment et les opprimées, division qui constitue l'essence de l'impérialisme. »<sup>6</sup>

De cela se dégage un programme qui défend courageusement le droit à l'autodétermination nationale, sans exclure l'indépendance. Ce programme fut mis en pratique après la prise du pouvoir par les bolcheviques en garantissant ce droit à l'autodétermination contre le chauvinisme « grand russe ». Cette politique fut décisive pour former une union libre autour de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). En 1922, dans un télégramme à Kamenev, Lénine disait : « je déclare une guerre à mort au chauvinisme russe. Je le mangerai avec toutes mes molaires saines... Il est indispensable d'insister pour qu'un Russe, un Ukrainien, un Géorgien, etc.... président à tour de rôle le CEC de la Fédération. Indispensable ! »

De cette manière, la révolution nationale (de libération nationale) devient partie intégrante de la révolution socialiste, qui débute par le fait de garantir les tâches démocratiques (d'indépendance nationale, partage de la terre, etc.) de la révolution, pour atteindre son point culminant dans l'expropriation de la bourgeoisie, comme partie de la révolution socialiste internationale.

Cette stratégie révolutionnaire de lutte des peuples coloniaux a été un très grand mérite du bolchevisme et de Lénine, et s'est transformée, à partir de la révolution russe, en une référence dans la lutte des peuples des pays coloniaux.

« Il est nécessaire de savoir faire la distinction entre le nationalisme d'une nation qui opprime et le nationalisme d'une nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et le nationalisme d'une petite nation... Celui qui n'a pas compris cela, n'a pas compris l'attitude véritablement révolutionnaire prolétarienne face au problème national... ».<sup>7</sup>

Du temps de Lénine, beaucoup de révolutionnaires s'opposaient alors à la défense de la « nation » opprimée car les réformistes de la II<sup>ème</sup> Internationale ont trahi la classe ouvrière au nom de la « défense de la patrie ». Mais la différence est que cette patrie-là était la patrie impérialiste, opprimante. Lénine a essayé dans une lutte constante de convaincre tout le mouvement international que la défense d'une nation opprimée contre la nation opprimante est une obligation pour les communistes. Il combattit même de front les pacifistes, affirmant qu'il y a deux guerres légitimes, qui sont « les nôtres » : la guerre nationale, pour l'indépendance nationale contre l'impérialisme, et la guerre civile, de classe, révolutionnaire.

Au début de l'après-guerre, en 1945, l'impérialisme a été obligé, grâce à la révolution, « d'accepter » l'indépendance de plusieurs colonies dans le monde. C'est la vieille politique qui consiste à « abandonner quelques bagues pour ne pas perdre les doigts ». Mais comme aucune « réforme » ne peut durer sous le capitalisme, l'impérialisme en revient à se répartir le monde et le soumettre à la domination de « ses » transnationales, jusqu'au dernier recoin de la planète. C'est la recolonisation de la planète.

La vieille structure coloniale redevient prédominante. Les plans impérialistes que nous connaissons, comme le néo-libéralisme, servent à garantir cette « nouvelle » structure coloniale : les pays « pauvres », « sous-développés » se spécialisent dans la production de matières premières (ou, au mieux, sont utilisés comme des plates-formes d'exportations) qu'ils vendent à bas prix, et ensuite ils achètent très cher les produits industrialisés dans des zones spéciales, ce qui génère un déficit brutal dans leurs comptes publics. Tout le patrimoine public est vendu à des entreprises transnationales, les banques impérialistes font les célèbres « prêts » pour boucher le « trou », ce qui produit une dépendance externe des endettés puisque toute la production et la commercialisation de ces pays s'organise autour d'un objectif : envoyer de l'argent vers le centre impérialiste. A cette domination économique correspond la soumission complète de toute la structure politique des pays « sous-développés » aux diktats du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC, etc. Nous voyons revenir les mécanismes infernaux de l'esclavage colonial.

La relation entre les pays impérialistes et les pays coloniaux est la démonstration la plus évidente de la décadence du système capitaliste. Depuis l'apparition de l'impérialisme, aucun pays pauvre n'a pu, au sein du système capitaliste, avoir un développement indépendant. N'importe quel pays ne peut se développer d'un point de vue économique que s'il rompt avec le capitalisme et l'impérialisme. Le premier exemple fut l'URSS même qui cessa d'être un pays attardé et semi-féodal pour être (à son apogée) la seconde puissance de la planète. Nous pouvons dire la même chose de la Chine, de Cuba, etc.

Avec l'impérialisme, le capitalisme perd tout caractère progressiste et devient absolument réactionnaire. En même temps, avec l'avènement de l'impérialisme, la bourgeoisie ne joue plus un rôle progressif, même pas au sein de sa « révolution démocratique bourgeoise ».

L'histoire démontre que seule une révolution prolétarienne, socialiste, peut garantir l'indépendance des pays coloniaux et garantir un

développement ultérieur des forces productives, déjà sous le régime prolétaire.

La révolution anti-coloniale et de libération nationale se convertit en partie intégrante de la révolution socialiste internationale. La révolution nationale et la révolution sociale s'unissent en une seule révolution : prolétarienne et socialiste, avec la classe ouvrière à sa tête, entraînant derrière elle les pauvres de la campagne et de la ville.

C'est cela l'expérience du XX<sup>ème</sup> siècle, qui fut en grande partie orientée par l'expérience de Lénine, de la révolution russe et de la III<sup>ème</sup> Internationale qui unifia les « peuples coloniaux » sous ses mots d'ordres.

---

1 Lénine, Oeuvres Complètes dans la version espagnole, volume 30, p. 170

2 Lénine, O. C. volume 30 p. 182

3 Lénine, O. C. volume 37 p. 301

4 Lénine, O. C. volume 30 p. 145

5 Lénine, O. C. volume 31 p. 180

6 Lénine, O. C. volume 27 p. 66

7 Lénine, O. C. volume 45 p. 375



Présentation .....	1
<b>La lutte de classes : Iraq.....</b>	<b>3</b>
<i>L'islam, de la Porte Sublime à la porte de l'enfer. Sept siècles de lutte pour la libération nationale</i> .....	3
La civilisation islamique .....	6
La décadence de l'Islam arabe .....	7
l'Empire ottoman.....	7
<i>Les nouveaux croisés. L'Islam dans les griffes de l'impérialisme britannique et nord-américain.</i> .....	9
Le nationalisme lié à l'Occident.....	10
La Première Guerre Mondiale .....	12
L'empire britannique .....	12
Maîtres chanteur et opportunistes .....	15
La résistance .....	16
L'irruption du sionisme et le début de la Résistance palestinienne .....	17
Le nationalisme arabe .....	19
La guerre de 1967 et l'offensive de l'impérialisme nord-américain .....	20
<i>La guerre Iran-Iraq : le sang du peuple irakien coule</i> .....	22
<i>L'invasion du Koweït en 1990 : une fois de plus, le peuple irakien donne son sang</i> .....	25
<i>La nouvelle guerre coloniale, la question de la libération nationale et le problème de la direction révolutionnaire</i> .....	27
La résistance se généralise et exécute des actions unifiées .....	27
La rébellion s'élargit et les groupes partisans paraissent chercher l'unité .....	29
Le rôle complice de l'ONU .....	31
<i>Le Baath, le Parti Communiste et la crise de direction révolutionnaire</i> .....	34
<b>La lutte de classes : Palestine .....</b>	<b>38</b>
<i>Le crise du plan sioniste et la possibilité historique de la révolution palestinienne.</i> .....	38
Immigration et grèves : dilemmes pour la politique sioniste .....	38
Le grave problème de la sécurité .....	40
Crises stratégique et militaire du sionisme .....	42
Crise dans l'armée sioniste.....	43
Manifestations pacifistes et confrontations avec l'armée sioniste : "La crise s'est déplacée sur le terrain israélien" .....	43
Le pari politique stratégique de la Direction Nationale Unifiée de l'Intifada et la politique assassine du sionisme .....	44
L'Intifada et la tâche des socialistes israéliens .....	46

<b>Points de vue .....</b>	<b>49</b>
<i>Un déluge d'opportunisme parcourt le monde A propos des chemins de la gauche.</i>	49
La "Démocratie" pour faire face à la révolution .....	50
Un déluge d'opportunisme .....	52
Les perspectives.....	54
<b>Dossier .....</b>	<b>56</b>
<i>L'actualité de Lénine à 80 ans de sa mort L'impérialisme ouvre une époque de guerres et de révolutions .....</i>	56
Le mouvement ouvrier se divise entre réformistes et révolutionnaires.....	60
Un bond en avant dans le partage du monde et la colonisation .....	63

